

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Vaccins : la pénurie et ses causes

- **Loi séparatisme, islamisme radical**
- **Dettes du tiers-monde**
- **EDF et le projet Hercule**
- **Lutte ouvrière et les régionales**
- **Les politiciens et la présidentielle**

Certains centres de vaccination ont dû fermer temporairement, faute de doses à injecter.

Vaccins : la pénurie et ses causes



■ Loi séparatisme et islamisme
■ Dettes du tiers-monde
■ EDF et le projet Hercule
■ Lutte ouvrière et les régionales
■ Les politiciens et la présidentielle

Certaines photos de vaccination ont été floutées temporairement, faute de temps à l'impression.

Au sommaire de ce numéro

| | |
|---|----|
| La pénurie de vaccins, fruit de la politique des trusts et des États | 1 |
| Loi séparatisme, islamisme radical : des politiques qui divisent les travailleurs | 5 |
| Dettes du tiers-monde : les annuler ou en détruire les causes ? | 11 |
| EDF : le projet Hercule et les intérêts des travailleurs | 16 |
| Des listes de Lutte ouvrière aux élections régionales | 22 |
| Les politiciens en marche vers la présidentielle | 24 |

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 – BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La pénurie de vaccins, fruit de la politique des trusts et des États

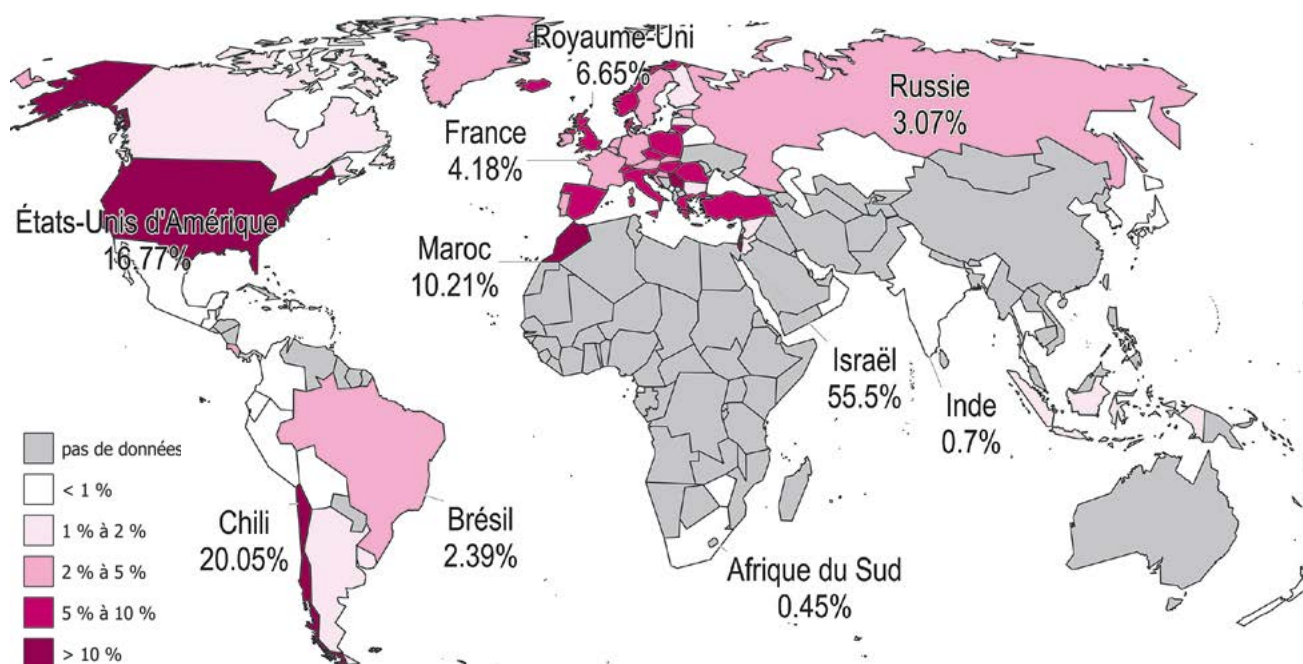
Depuis près de cinq mois, des vaccins contre le coronavirus sont homologués par des agences de santé partout dans le monde, mais la vaccination n'avance toujours pas. Fin mars, 126 millions d'humains seulement ont été entièrement vaccinés et 320 millions ont reçu au moins une dose, soit respectivement 1,5 % et 4 % de la population mondiale. Il y a pénurie de vaccins mais pas pénurie de profits pour le «Big Pharma», les grands groupes industriels pharmaceutiques. Ces industriels ont réussi le tour de force d'accumuler les bénéfices avant même d'avoir à produire.

L'industrie pharmaceutique est un secteur extrêmement concentré. Une dizaine de grands groupes industriels américains et européens y dominent le marché mondial. Les marges y sont parmi les plus importantes, tous secteurs économiques confondus, plus ou moins au même niveau que dans le secteur bancaire. Et le sous-secteur des vaccins est

encore plus concentré. Quatre groupes se partagent l'essentiel du marché: les américains Pfizer et Johnson & Johnson, le britannique GSK et le français Sanofi. Ces groupes ont des liens étroits et privilégiés avec les États avec lesquels ils négocient le prix de leurs médicaments à prix d'or car, via les systèmes de santé étatiques, les marchés leur sont acquis. Et

ce sont les États qui avancent l'argent.

Quand le coronavirus s'est répandu sur tous les continents, ces grands groupes ont vu un marché gigantesque s'ouvrir devant eux: celui d'un nouveau vaccin pour des milliards d'êtres humains, peut-être à renouveler chaque année comme c'est le cas avec la grippe. Cela



Taux de la population pleinement vaccinée au 1^{er} avril 2021.

a attisé les rivalités et les appétits, et a rebattu en partie les cartes.

LA COURSE AUX PARTS DE MARCHÉ ET L'INTERVENTION DES ÉTATS

Les quatre géants du secteur se sont lancés dans la course. Certains seuls, comme Johnson & Johnson, d'autres en s'alliant comme Sanofi et GSK, d'autres encore en mettant la main sur les recherches de start-ups du vaccin, comme Pfizer avec l'entreprise allemande BioNTech. Puis d'autres poids lourds de l'industrie pharmaceutique, même non spécialisés dans les vaccins, se sont lancés, alléchés par ce nouveau marché. C'est le cas de l'anglo-suédois AstraZeneca, qui a mis la main sur le vaccin développé par l'université d'Oxford. Des start-ups ont aussi cherché à sortir du lot et à jouer dans la cour des grands, comme Moderna.

Mais tous ont eu, dès le départ, le soutien financier des États. Pour les grands groupes, c'est une évidence. Mais même Moderna a des liens privilégiés avec l'État américain. Moncef Slaoui, le responsable de la structure Warp Speed, mise en place par Trump le 15 mai 2020 et chargée de distribuer 10 milliards de dollars pour subventionner la recherche d'un vaccin, a d'abord été un

cadre supérieur de GSK puis un dirigeant de Moderna.

L'État américain, par sa puissance financière, a mené et mène la danse, et a servi sur un plateau aux trusts qu'il a favorisés l'accès de sa population au marché de la vaccination. Dès le mois de février 2020, les premiers accords avaient été passés avec des grands groupes industriels du secteur. Et dès le mois de juin, des centaines de millions de doses étaient pré-achetées à Johnson & Johnson, Pfizer, Moderna, AstraZeneca et Sanofi, dont l'un des sièges sociaux se situe aux États-Unis.

En mai 2020, le directeur général de Sanofi, Paul Hudson, déclarait que les États-Unis « *obtiendraient les vaccins en premier* », parce qu'ils avaient payé les premiers. C'était une manière de faire pression sur l'Europe pour qu'elle mette aussi la main à la poche et commande des centaines de millions de doses.

Les États européens ont mis du temps à pouvoir concurrencer les États-Unis, faute d'entente sur un mécanisme où les pays les plus puissants pourraient soutenir leur champion industriel national tout en parlant en représentants de l'ensemble du marché européen. Ils y sont parvenus avec quelques mois de retard. Et tous les grands trusts européens ont été servis : l'anglo-suédois AstraZeneca, la filiale belge Janssen de Johnson

& Johnson, et le regroupement germano-suisse Curevax, associé à Bayer et Novartis. Le contrat passé avec Sanofi pour plusieurs centaines de millions de doses n'a pas été annulé, malgré les déboires techniques de ce laboratoire. Il n'a été que reporté à la livraison du vaccin promis pour l'automne prochain.

Au total, 4,6 milliards de doses ont été achetées par les États les plus riches de la planète, alors que leur population totale ne représente même pas un milliard d'individus. Ce qui signifie qu'en moyenne plus de quatre doses par habitant ont été achetées, alors qu'aujourd'hui moins de 10 % de la population est vaccinée. Ces chiffres montrent à quel niveau l'industrie pharmaceutique a été subventionnée et dans quelle proportion elle n'a pas livré les doses pour lesquelles elle s'était engagée.

UN PROTECTIONNISME À PEINE VOILÉ

Une fois ce premier partage du gâteau réalisé, chaque groupe est parti dans sa propre voie de développement et de production de vaccins. Et les États ont tout fait pour favoriser leur industriel national.

Aujourd'hui, alors qu'en Europe les États réclament des dizaines de millions de doses au groupe AstraZeneca, aux États-Unis ce groupe n'a toujours pas réussi à homologuer son vaccin. En novembre 2020, alors qu'en Angleterre le gouvernement commençait à inoculer ce vaccin à des millions de gens, l'agence de santé américaine refusait son utilisation en exigeant un nouvel essai clinique sur un échantillon de sa propre population. Le groupe a dû s'y plier et, le 22 mars dernier, il a publié de nouveaux résultats. Mais l'agence américaine a encore trouvé le moyen de ne pas



Trump lance son plan vaccin, confié à Moncef Slaoui, ex-dirigeant de Moderna, le 15 mai 2020.

FERGUSON



La concurrence entre l'UE et la Grande-Bretagne pour la répartition des doses d'AstraZeneca.

les accepter. Pendant ce temps, Pfizer, Moderna et maintenant Johnson & Johnson écoulent leurs vaccins sur le marché américain.

Le comble est qu'AstraZeneca a déjà produit 30 millions de doses sur ses sites de production aux États-Unis. Ces vaccins sont pour l'instant inutilisables sur le sol américain. Mais le gouvernement a interdit leur exportation vers l'Europe, ce qui profite encore aux mêmes concurrents américains d'AstraZeneca, qui peuvent vendre plus de doses sur le marché européen.

Les vaccins russe et chinois, eux, n'ont eu accès ni au marché des États-Unis ni à ceux des États européens les plus riches. La propagande et les prétextes sanitaires pour ne pas les autoriser ne sont rien d'autre que des mesures protectionnistes. À l'occasion du bras de fer entre l'Union européenne et le groupe AstraZeneca, la dirigeante allemande, Angela Merkel, a brandi la menace de commander des doses du vaccin russe Sputnik V. Preuve qu'elle considère ce vaccin comme efficace et que seules des raisons commerciales ont conduit à le boycotter. Merkel passera-t-elle des paroles aux actes ? Les conséquences politiques de la crise sanitaire en Allemagne et sa baisse de popularité pourraient l'y pousser. Mais alors, probablement,

seulement pour une commande symbolique, car l'homologation du vaccin du groupe allemand Curevac produit par les géants Bayer et Novartis est prévue au deuxième trimestre de cette année.

En France, Sanofi a annoncé qu'il allait utiliser un de ses sites pour mettre en flacon le vaccin de Johnson & Johnson pour 20 millions de doses par mois à partir de septembre prochain. Et le gouvernement français s'est félicité de cette collaboration, la présentant presque comme de l'altruisme. Mais la réalité est que Sanofi a les moyens de produire bien plus de doses et qu'il les réserve pour son propre vaccin qui doit sortir, avec retard, au mois de novembre prochain. C'est ce qu'a avoué le 17 mars devant une commission du Sénat le président de Sanofi France en déclarant que son groupe avait « des capacités industrielles très fortes » avec « dix-huit usines en France, dans neuf régions » et que ces usines pourraient produire « un milliard de doses par an ». Son groupe a fait le choix d'un vaccin à adénovirus, et il s'y tiendra : « On sait que ça va être plus long, mais on a une garantie supérieure que cette technologie-là peut fonctionner. » Et le gouvernement français fera tout pour permettre à Sanofi de s'installer sur le marché national et européen.

LE BIG PHARMA N'A VRAIMENT INVESTI NI DANS LA PRODUCTION NI DANS LA RECHERCHE

Si certains moyens de production sont sous-utilisés, d'autres sont en surchauffe comme ceux de Pfizer ou d'AstraZeneca dont les usines européennes tournent 24 heures sur 24. Mais ceux-là mêmes qui ont actuellement un vaccin à vendre ne voient pas l'intérêt d'investir pour accroître leur production. La pénurie de vaccins leur permet au contraire de vendre très cher leurs doses. C'est la vieille politique malthusienne des trusts de tous les secteurs de l'économie quand ils sont en position de monopole et qu'ils peuvent se répartir le marché : limiter la production pour créer ou aggraver la pénurie pour vendre plus cher. Moderna a révélé dans son bilan financier qu'il avait réussi à vendre son vaccin si cher que le coût de production n'avait été que de 4 %. Et ce ne sont pas les investissements de recherche qui lui ont coûté. Si les vaccins de Moderna ou celui de Pfizer/BioNTech, à ARN messenger, sont une technologie véritablement révolutionnaire d'après les scientifiques, c'est qu'ils se basent sur près de trente ans de recherches des laboratoires universitaires publics américains et européens. Les groupes privés sont venus rafler ce qui avait été semé par des investissements publics.

Quant aux milliards d'euros issus de la vente de vaccins non produits, ils sont utilisés par ces groupes pour spéculer, notamment dans le secteur des biotechnologies. En Bourse, la valeur de l'action Moderna a été multipliée par presque 6 en un an, celle de BioNTech par plus de 3, et celle de Novavax, une autre start-up du secteur qui va lancer un vaccin avec GSK, par plus de 15. Il existe des dizaines de start-ups, dont les actions en Bourse sont matière à spécula-

tion. Dans ce casino financier, les gains peuvent être encore plus rapides et importants que dans la vente de vaccins.

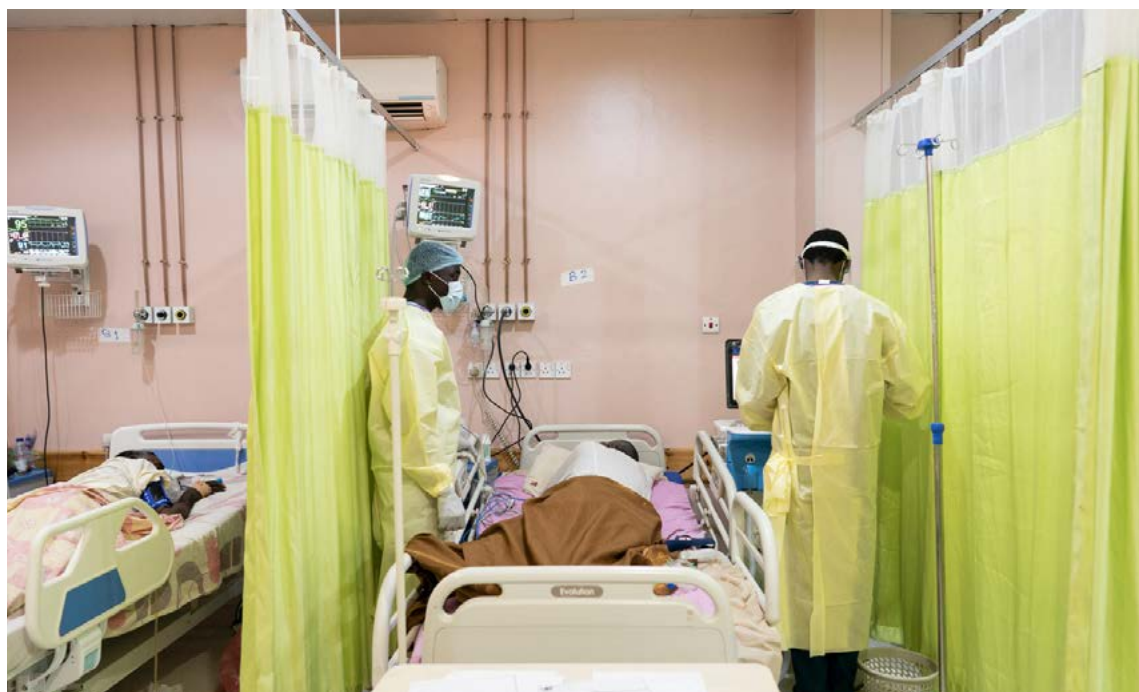
Les systèmes de santé sont débordés et les morts s'accroissent. Mais ce n'est pas le virus qui est le plus meurtrier, c'est cette organisation sociale où prévalent la guerre économique entre les trusts et entre

les États qui les soutiennent, et un parasitisme financier qui enrichit une infime minorité au détriment de l'immense majorité. Cela ne peut susciter que le dégoût.

Interviewée au début de l'épidémie, il y a un an, lors d'une émission sur la course au vaccin, l'économiste Sylvie Matelly avait déclaré qu'une mise en

commun de la recherche de tous les laboratoires du monde et de toutes les capacités de production serait formidable mais restait un « *doux rêve* ». Son pronostic était juste et couru d'avance. Et tant que régnera la propriété privée des moyens de production, l'humanité devra faire face au cauchemar.

31 mars 2021



À Khartoum, au Soudan, l'hôpital Jabra où sont soignés les malades du Covid.



Le fabricant de matériel électrique Haier se targue de contribuer à la livraison des vaccins à la République du Congo en maintenant la chaîne du froid.



Loi séparatisme, islamisme radical: des politiques qui divisent les travailleurs

«Le problème, c'est le séparatisme islamiste. Ce projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République», déclarait Macron en visite aux Mureaux, dans les Yvelines, le 2 octobre 2020, pour présenter son projet de loi contre le séparatisme. Les yeux rivés sur l'élection présidentielle de 2022, Macron se pose en seul rempart à Le Pen... mais tente de lui griller la politesse à droite, sur le terrain de la démagogie contre les immigrés et en particulier contre les musulmans, accusés de vouloir se séparer de la République.

Exploitant l'émotion suscitée par les attentats de l'automne 2020 (meurtre de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine le 16 octobre, attentat de Nice le 29 octobre), qui s'ajoutent aux massacres de 2015 et 2016, la campagne autour de la loi séparatisme, rebaptisée «loi confortant le respect des principes de la République», a donné lieu à une surenchère de xénophobie entre la droite, l'extrême droite et le parti de Macron, LREM. Elle accrédite l'idée que le courant fondamentaliste islamiste s'imposerait dans les quartiers populaires. La population identifiée comme musulmane en fonction de ses origines est assimilée à un bloc, comme si elle adhérerait de manière unanime aux thèses islamistes, avec de la sympathie pour les djihadistes et s'apprêtait à faire sécession. Un tel amalgame contribue à renforcer les courants communautaristes, religieux ou non, que la loi prétend combattre.

Si certains, à gauche, dénoncent la stigmatisation des musulmans, ils ne trouvent

de réponse qu'en se plaçant sur le terrain très vague de la défense de la République, révélant qu'ils n'ont en réalité pas d'idées bien différentes de celles de Macron. Le député PS Boris Vallaud regrette que «la loi ne fasse vivre en acte aucun des principes de la République»¹, Jean-Luc Mélenchon se présente comme le seul candidat porteur «des vraies valeurs de la République» et en appelle à «l'unité du peuple français» face au terrorisme. Quant au député PCF Sébastien Jumel, il déplore l'absence d'«un arsenal pour réarmer la République sur sa jambe sociale».² L'écologiste Yannick Jadot constate, lui, que la loi manque de «l'équilibre nécessaire» pour «combattre efficacement les ennemis de la République», et souhaite que «le pays se réconcilie avec lui-même»³.

LE SÉPARATISME DE CLASSE

L'idéologie républicaine ainsi invoquée par le monde poli-

ticien est un leurre. En France, sept milliardaires possèdent autant qu'un tiers de la population, une poignée d'actionnaires possède les moyens de production essentiels, les terres, l'industrie, les banques, et décident de tout, alors aucune conciliation n'est possible entre l'immense majorité de la population et ces parasites. Le poids des laboratoires pharmaceutiques dans la production et la distribution des vaccins anti-Covid en est l'illustration. Aucun équilibre n'existe dans une société dominée par la loi du profit. Aucune unité n'est possible quand un grand patron comme Michelin peut, en toute liberté, licencier des milliers d'ouvriers, tout en augmentant de 15 % les dividendes versés à ses actionnaires!

Dans ces conditions, agiter les principes républicains et l'unité nationale revient à occulter la division de la société en classes, entre une classe capitaliste de plus en plus parasitaire et la classe ouvrière sur laquelle repose toute la société.

1 «Le projet de loi sur le séparatisme adopté par l'Assemblée nationale», *Libération*, 16 février 2021.

2 «Loi contre le «séparatisme»: la gauche dénonce un texte qui ne règle rien», *Le Point*, février 2021.

3 Idem.

C'est masquer la guerre sociale sans paix ni trêve que mènent les exploités contre les exploités. Le « vivre ensemble » qu'ils prônent revient à enchaîner les intérêts des travailleurs à ceux des capitalistes et à les soumettre à un ordre social fondé sur un véritable séparatisme de classe. Ce séparatisme-là caractérise la grande bourgeoisie : son style de vie et ses mœurs la séparent du reste de la population et sa domination sur l'économie impose à toute la population un apartheid social et économique plus ou moins dévastateur, suivant les périodes et les régions du monde.

Les politiciens qui montrent du doigt les habitants des quartiers populaires en parlant de séparatisme portent tous une responsabilité dans le fait que, depuis des années, le communautarisme sous toutes ses formes y a prospéré, et vouloir recouvrir cette réalité du manteau de la « République » n'y change rien. Quant à présenter cette République comme un rempart contre le terrorisme, c'est une escroquerie.

LA RÉPUBLIQUE, REMPART CONTRE LE TERRORISME ?

La République est aujourd'hui un mot creux derrière lequel s'abrite la domination de la bourgeoisie française, enrichie par l'exploitation de sa propre classe ouvrière, et par la violence et la brutalité du travail forcé imposé aux peuples qu'elle a colonisés aux quatre coins de la planète. Pour perpétuer la surexploitation de ces peuples au sein de l'empire colonial, les IV^e et V^e Républiques se sont livrées à des répressions et des guerres coloniales féroces, de Madagascar à l'Algérie en passant par l'Indochine. Quant à la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », inscrite au fronton des mairies, elle peut faire grincer des dents dans

les quartiers populaires. Les progrès sociaux et les libertés existants, il a fallu les arracher, et les lois actuelles ne cessent de les restreindre, à mesure que la crise s'aggrave et creuse les inégalités, transformant les quartiers populaires en lieux de désespérance. L'égalité est une fiction, et les discours haineux, xénophobes, véhiculés par les défenseurs de la loi, excluent toute fraternité.

Macron, après d'autres, met en avant la République et les valeurs républicaines comme des symboles de l'émancipation et du progrès, qui pourraient couper l'herbe sous le pied d'un « séparatisme islamiste ». Mais il est le digne héritier de la République bourgeoise, couverte du sang des opprimés. C'est elle qui massacra les communards en 1871, elle qui ouvrit, des décennies plus tard, les premiers camps d'internement pour étrangers, apatrides et antifascistes avant d'en donner les clés au régime de Vichy. C'est aussi la République qui imposa le Code de l'indigénat dans l'empire colonial et qui, en Algérie, avec le décret Crémieux de 1870, procéda à un séparatisme religieux entre indigènes juifs et musulmans, accordant aux premiers le statut de citoyens et renvoyant les seconds à celui

de sujets sans droits. Dans les années 1920, pour s'imposer au Proche-Orient, la France laïque et républicaine traça les frontières du Liban en s'appuyant sur la population chrétienne, en particulier la bourgeoisie commerçante. Elle institua une Constitution qui définissait chaque citoyen suivant sa religion, qui devait figurer sur les papiers d'identité, mettant ainsi en place un régime confessionnel, accélérateur de la future guerre civile (1975-1990) et de ses centaines de milliers de victimes. En 1994, au Rwanda, pour maintenir un gouvernement favorable à leurs intérêts, les dirigeants français se rendirent complices du génocide et de ses 800 000 morts, en soutenant et en armant les génocidaires.

Le gouvernement Macron, qui considère comme intolérable le financement étranger des associations musulmanes de France, ne voit en revanche aucune ingérence insupportable dans le fait que l'État français subventionne avec des fonds publics des écoles chrétiennes au Liban. Là, l'ingérence et le séparatisme s'appellent soutien à la francophonie !

La France républicaine de Jules Ferry menait ses expéditions militaires en invoquant



Sous la Troisième République, en 1908, travail forcé pour la construction de la voie ferrée Tananarive-Tamatave à Madagascar.

une mission civilisatrice. C'est au nom de la lutte contre le terrorisme que la République actuelle mène la guerre au Sahel et au Moyen-Orient. Pour dominer les régions qu'il colonisait, l'impérialisme français n'a pas hésité à s'appuyer sur des mouvements réactionnaires, contre des forces progressistes qui cherchaient à s'émanciper de sa tutelle. Macron présente l'islamisme comme son pire ennemi, mais n'a aucun scrupule à vendre des armes à l'Arabie saoudite, berceau du wahhabisme. Les universités islamiques saoudiennes ont formé des étudiants originaires de nombreux pays, y compris de France, qui de retour dans leur pays ont diffusé le fondamentalisme islamiste. L'anti-islamisme de Macron n'a jamais interrompu les relations avec l'Arabie saoudite, inspirateur d'al-Qaïda et de Daech, et dont les fonds sont allés financer leurs milices en même temps que des mosquées salafistes en France. Les guerres impérialistes aiguïssent les sentiments anticoloniaux et anti-impérialistes. Présents dans la population immigrée, ces sentiments légitimes sont exploités et détournés sur un terrain communautaire par la démagogie islamiste. En conduisant à la destruction de pays entiers, ces guerres ont en définitive ouvert la voie aux djihadistes de al-Qaïda et de Daech, qui ont influencé

les auteurs des attentats commis en France en 2015 et 2016.

LA MONTÉE DU COMMUNAUTARISME, PRODUIT DE LA CRISE ET DES TRAHISONS DE LA GAUCHE

Depuis les années 1980, le communautarisme sous toutes ses formes a prospéré sur la désagrégation sociale, conséquence de la crise du capitalisme, et a fourni un terreau sur lequel la démagogie islamiste a pu se développer. Les gouvernements qui se sont succédé ont tous une responsabilité dans son relatif succès.

Les trahisons de la gauche au pouvoir, les désillusions et l'écœurement qu'elles ont engendrés, ont nourri dans les milieux ouvriers le vote en faveur du Front national. Elles ont aussi entraîné le déclin de l'implantation des partis de gauche, des organisations ouvrières et des idées qu'elles pouvaient encore transmettre. Ce vide politique a été rempli en partie par la montée du communautarisme et l'influence des islamistes dans certains quartiers ouvriers.

La population dite musulmane de ces quartiers est composée avant tout de familles de travailleurs issus des ex-colonies françaises du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest rejoints, par la suite, par les travailleurs turcs, bosniens, tchéchènes et pakistanais. Cette immigration ouvrière est venue en France dans les années 1950, 1960 et 1970, à la demande d'un patronat français qui avait un besoin vital de main-d'œuvre dans le bâtiment, les mines et l'industrie. Bien qu'ils aient été nombreux à envisager un retour au pays, la plupart se sont installés en France où ils ont donné naissance à des générations d'enfants français. Sur les chantiers, dans les usines, ils parti-

cipaient aux luttes de la classe ouvrière et partageaient les illusions électorales véhiculées par les militants de gauche, socialistes et communistes, qu'ils côtoyaient dans leurs quartiers, sur leurs lieux de travail et dans les syndicats. Privés du droit de vote, beaucoup croyaient à la promesse électorale de Mitterrand de le leur accorder.

En 2004, un ouvrier marocain en témoignait dans un article de *Libération* : arrivé à l'usine automobile Talbot de Poissy en 1969, il adhéra à la CGT qui vit affluer des milliers de travailleurs immigrés. À leur intention, des cours d'alphabétisation furent mis en place par le syndicat. «*Pour les immigrés, l'arrivée de la gauche a été une grande victoire. Il y a eu le droit de s'exprimer. Une fenêtre d'air qui s'ouvre.*» La grève qu'ils menèrent en 1982 déboucha sur des mesures en faveur des salariés immigrés. Puis vinrent les licenciements. «*On croyait qu'il y avait un espoir. Ils ont dit : c'est pas grave, virez les immigrés, ils votent pas. Ces gens-là, on en a besoin pour le travail. Après, on les jette.*» Les propos du Premier ministre Pierre Mauroy, en visite au Maroc, dénonçant des grévistes «*manipulés par les islamistes*», l'ont marqué. «*Moi, je ne faisais pas de prières ; mes copains, oui. Mais intégriste, on ne savait pas à cette époque ce que cela voulait dire.*»⁴

Parmi les travailleurs, français ou immigrés, les espoirs de changement nés de l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir allaient céder la place à la désillusion. Comme ses prédécesseurs, Mitterrand menait une politique au service de la bourgeoisie et tournait le dos aux promesses faites aux travailleurs, y compris celle du droit de vote aux immigrés, qui n'aurait pourtant rien coûté à la bourgeoisie. Mais le chômage de masse s'installait, la bourgeoisie exigeait les premières me-



**Macron reçoit à Paris
Mohammed ben Salmane,
prince héritier d'Arabie saoudite,
en avril 2018.**

4 «*Mémoire d'un immigré révolté*», *Libération*, 11 février 2004.



FOR

Devant l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, meeting de grève le 17 mars 1983.

sures d'austérité, les premières vagues de licenciements. Le gouvernement de gauche, qui mettait en œuvre ces mesures, ne dédaignait pas, à l'occasion, de recourir à la démagogie xénophobe pour les faire passer.

Cette démagogie fit le lit du FN, qui avec ses slogans anti-immigrés, réalisa un score de plus de 10 % dès les élections européennes de 1984. Espérant capter l'électorat du FN, les politiciens de gauche et de droite apportèrent ensuite de l'eau au moulin de l'extrême droite, à coups de petites phrases venimeuses contre les familles immigrées, provoquant leur méfiance et leur dégoût. Rocard proclamait en 1989 qu' « *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* », tandis que Chirac parlait du « *bruit et [de] l'odeur* » des immigrés, qui gênaient leurs voisins français dans les HLM (1991), bien avant que Sarkozy n'envisage en 2005 de nettoyer les cités « *au Kärcher* ».

Pendant que le FN progressait dans l'électorat populaire et ouvrier, le Parti communiste français, lui, payait cher sa politique de gestion des affaires de la bourgeoisie aux côtés du PS, en perdant des voix à chaque élec-

tion. Démoralisés et désorientés, les militants abandonnaient le terrain, dans les entreprises et les quartiers populaires. Le réformisme et le nationalisme que leur parti leur avait inculqués les laissaient sans perspectives. Pire encore, le 24 décembre 1980, l'action d'un commando de la municipalité PCF de Vitry contre un foyer d'immigrés situé sur son territoire a été ressentie comme un geste humiliant par les travailleurs maliens du foyer, et bien plus largement comme un geste politique. Se plaçant finalement sur le même terrain anti-immigrés, ce geste politique contribua à discréditer l'idée même qu'une politique favorable aux intérêts des travailleurs était possible.

UN VIDE SOCIAL ET POLITIQUE QUI PROFITE À TOUS LES COMMUNAUTARISMES

Avec les ravages de la crise, le quotidien des habitants des quartiers populaires s'est dégradé sous l'effet des politiques d'austérité et du désengagement de l'État. La pandémie a de nouveau mis en lumière

les inégalités qui règnent en Seine-Saint-Denis, un des départements les plus pauvres de France, où le personnel soignant, les agents de nettoyage, les vigiles, les caissières, sont nombreux à vivre. Ils ont payé un lourd tribut à la maladie, du fait de leurs conditions de vie, de travail et de transport, ajoutées au manque d'infrastructures de santé dans le département. En avril 2020, le taux de surmortalité y était deux fois plus important qu'en Seine-et-Marne ou dans les Yvelines⁵. Le même phénomène existe au niveau scolaire où, faute de remplaçants, on estime que les enfants perdent durant leur parcours l'équivalent d'un an de scolarité, sans même parler de la période de confinement et des effets de l'épidémie ! En délaissant ces quartiers, en continuant à supprimer des postes dans l'éducation, le gouvernement contribue au décrochage scolaire des collégiens, proies faciles des délinquants et des trafiquants.

Le chômage, la relégation sociale, l'accroissement des actes d'incivilité et de délinquance, la défaillance des services publics, ont transformé des quar-

5 « Coronavirus : une surmortalité très élevée en Seine-Saint-Denis », *Le Monde*, 17 mai 2020.

tiers entiers en ghettos. Le sentiment de rejet, les contrôles au faciès de la police, le mépris du pouvoir, ont favorisé l'implantation des tendances communautaristes et islamistes. Ces dernières ont prospéré sur le vide militant laissé par l'affaiblissement du Parti communiste français et le discrédit des partis de gauche. Des jeunes, des militants légitimement écœurés par leurs trahisons répétées s'en sont détournés et ont rejeté, pour une fraction d'entre eux, tout ce qui venait du mouvement ouvrier.

Beaucoup se sont retrouvés sur des positions identitaires et communautaristes, aux côtés d'autres jeunes issus de l'immigration, ayant fait quelques études mais se heurtant aux discriminations dans l'emploi, l'accès au logement, ou dans le comportement de la police. Réduisant l'oppression subie par la population d'origine étrangère aux discriminations raciales ou religieuses, vécues comme un héritage voire un prolongement de la colonisation, certains se sont mis à parler de « privilège blanc ». Cette idéologie dite décoloniale, défendue par le Parti des indigènes de la République (PIR), s'est répandue parmi des militants associatifs ou ceux de collectifs tels que le Comité Adama Traoré.

Bien qu'ils s'en distinguent, ces courants subissent l'influence des tendances islamistes qui, quelle que soit leur chapelle (Frères musulmans, salafistes, mouvement Tabligh...), cherchent à renforcer leur emprise sur ceux qu'ils estiment être leur communauté. Suivant l'exemple des réseaux associatifs catholiques ou protestants, comme le Secours catholique ou l'Armée du salut, ils suppléent aux carences de l'État. Ils ont ainsi gagné de l'influence par le biais d'actions sociales à destination des familles, comme l'aide

aux devoirs et l'organisation de loisirs, et d'actions caritatives envers les plus démunis. Grâce à ces réseaux d'entraide, ils ont pu apparaître soucieux des difficultés des plus pauvres. Ils présentent le repli sur la communauté et les valeurs religieuses comme la seule perspective valable pour les classes populaires qui seraient stigmatisées pour leur couleur de peau, leur provenance géographique ou leur religion.

Si des imams sont aujourd'hui dans le viseur des pouvoirs publics, ils ont pu bénéficier de l'appui de certains maires, qui ont joué la carte du communautarisme par ambition électorale ou pour encadrer une jeunesse tentée par la révolte. L'exemple venait d'en haut, avec un Sarkozy qui créait en 2003 le Conseil français du culte musulman (CFCM), en s'associant aux Frères musulmans de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Ainsi, le recteur de la mosquée de Pantin, fermée pour avoir relayé une vidéo anti-Samuel Paty, a « été pendant une vingtaine d'années un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, y compris de Nicolas Sarkozy quand il était président »⁶.

S'appuyant sur les sentiments religieux existants, les islamistes tentent d'imposer ce qui serait conforme aux préceptes de l'islam. Au fil des ans, sous leur pression, le port du voile et des tenues musulmanes rigoristes, symboles visibles de leur influence, s'est répandu, tout comme la pratique du ramadan et la consommation de nourriture halal. Sur le plan des mœurs, ils se retrouvent en fait sur les mêmes positions que les intégristes juifs et catholiques : contre l'avortement, contre le mariage homosexuel, pour des valeurs centrées sur la famille, pour les restrictions au divorce... Ils entendent peser aussi sur les programmes

scolaires et sur les enseignants eux-mêmes. L'attentat contre Samuel Paty a ainsi été précédé d'une campagne de la part d'un militant islamiste qui contestait son enseignement et exigeait son renvoi.

CONTRE L'EXTRÊME DROITE RACISTE OU ISLAMISTE, DÉFENDRE UNE PERSPECTIVE OUVRIÈRE

Les conséquences de tels attentats retombent sur la population considérée comme musulmane, qui n'est pas forcément croyante, ni même pratiquante, et encore moins islamiste. Elle est sommée de se justifier d'actes terroristes qu'elle n'a pas commis.

La loi « confortant le respect des principes de la République », adoptée à l'Assemblée nationale et en cours de discussion au Sénat, n'empêchera évidemment pas de tels actes. En revanche, elle conforte les forces réactionnaires à l'œuvre, l'extrême droite raciste comme l'extrême droite islamiste. Elle met les tendances islamistes en meilleure position pour conquérir une population immigrée qui est loin de leur être acquise.

Quant à l'extrême droite, ses idées relayées par le gouvernement, la droite et les porte-paroles médiatiques, n'ont jamais eu autant de publicité. Tous ceux qui dénoncent le racisme et les discriminations sont immédiatement accusés de connivence avec les islamistes, comme l'illustre la récente campagne contre un prétendu islamo-gauchisme qui gangrènerait les milieux universitaires. La diffusion sur tous les supports médiatiques de ces idées réactionnaires contribue à enrégimenter les travailleurs se considérant comme français derrière le drapeau national, faisant des immigrés en géné-

6 « Le recteur de la mosquée de Pantin (Seine-Saint-Denis) démissionne », *Le Monde*, 15 mars 2021.

ral et des musulmans en particulier des boucs émissaires accusés d'être responsables de la dégradation des conditions sociales.

Les idéologies rivales des islamistes et de l'extrême droite, tout en apparaissant opposées, se situent toutes les deux sur le terrain de la défense des intérêts de la bourgeoisie. Elles s'alimentent l'une l'autre et présentent en réalité bien des similitudes. Elles visent à diviser les travailleurs en fonction de leurs origines ou de leur religion. Elles usent de démagogie sociale, mais sont toutes deux anti-ouvrières et ont la volonté commune d'imposer leur domination, la première à ceux qu'elle considère comme sa communauté et la seconde au pays tout entier, si les circonstances lui sont favorables. Leur progression est lourde de dan-

ger car elles tendent à creuser un fossé entre les travailleurs, à les affaiblir et à les priver de ce qui pourrait être leur seule force : la conscience d'appartenir à une seule et même classe ouvrière ayant les mêmes intérêts et capable de lutter pour les défendre.

L'aggravation de la crise et la menace de bouleversements de l'ordre social qu'elle implique pourraient accélérer le glissement réactionnaire déjà à l'œuvre. Mais si les formes démocratiques bourgeoises de gouvernement ne suffisaient plus à la classe capitaliste pour maintenir sa domination, elles pourraient même entraîner le recours à un pouvoir dictatorial, chargé d'imposer l'exploitation la plus brutale.

Il est vital que le courant communiste révolutionnaire

s'affirme et offre une autre voie aux travailleurs français ou immigrés qui subissent cette évolution. Les valeurs républicaines bourgeoises auxquelles voudrait les raccrocher Macron ne leur offrent aucune perspective. Les communistes révolutionnaires y opposent les valeurs du mouvement ouvrier ; au nationalisme bourgeois, l'internationalisme prolétarien ; au réformisme, la révolution. En dépassant les assignations identitaires et les clivages religieux et nationaux que ses ennemis veulent fabriquer, la classe ouvrière pourra défendre son droit à l'existence, préparer le renversement d'un ordre social injuste, stopper l'évolution de la société vers la barbarie et permettre à l'humanité d'aller vers de nouvelles lumières.

29 mars 2021



Dettes du tiers-monde: les annuler ou en détruire les causes ?

Alors que la dette des pays riches explose sans que cela semble pour le moment poser de problème, il n'en va pas de même des pays pauvres. Ainsi, en avril et en novembre derniers, les ministres des Finances du G20 se sont réunis pour traiter de la dette de 73 pays parmi les plus pauvres de la planète dont la situation financière les inquiète. Leur préoccupation essentielle était d'éviter que la crise économique en cours ne conduise à une vague de défauts de paiement, une vague capable d'ébranler les banques et les fonds occidentaux qui ont, depuis la fin des années 2000, massivement investi dans ces dettes. En leur permettant de reporter de quelques mois une partie des échéances dues, les gouvernements des pays riches maintiennent l'animal en vie pour pouvoir continuer à le tondre.

À cette occasion, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer l'étranglement des pays pauvres par la dette. Nombre de pays consacrent effectivement à son remboursement des ressources qui, en comparaison avec leurs moyens, sont gigantesques, alors qu'il manque tant d'hôpitaux, d'écoles ou même de nourriture, alors que le chômage, la misère et la malnutrition ont sans doute déjà fait plus de dégâts que la pandémie. Ces voix soulignaient également combien les sommes dont le paiement est reporté grâce au moratoire du G20 sont dérisoires en regard de ce que les pays pauvres paient chaque année au système financier international, mais aussi combien elles sont dérisoires en regard des plans de relance que les États des pays capitalistes les plus riches ont mobilisés pour sauver les profits des firmes occidentales. Mais aucune de ces voix, que ce soit d'associations ou de politiques, n'est allée au fond du problème. Certaines, comme celle de Jean-Luc Mélenchon, se sont jointes à celles

de l'ex-candidat à la primaire américaine démocrate Bernie Sanders et d'autres hommes de gauche (le travailliste britannique Jeremy Corbyn, Yannick Jadot pour les Verts en France) pour réclamer par courrier au FMI et à la Banque mondiale l'annulation de la dette des pays pauvres. Ils écrivent qu'une suppression pure et simple de la dette serait « la moindre des choses que la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions

financières internationales devraient faire pour empêcher un accroissement inimaginable de la pauvreté, de la faim et des maladies qui menacent des centaines de millions de personnes ». Si le constat des dégâts est incontestable, le fait de laisser penser que les institutions internationales, garantes des intérêts des bourgeoisies les plus puissantes, pourraient mettre fin à la barbarie dont elles sont responsables fait partie des illusions que ces politiciens sèment. La dette des pays pauvres n'est pas un travers du capitalisme moderne, mais son produit. Elle est inscrite dans les rapports entre la bourgeoisie des pays impérialistes et le reste du monde. Et il faudra d'autres moyens que la voie postale pour y remédier.



Jean-Luc Mélenchon
@JLMelenchon

Sanders, Mélenchon, Ocasio-Cortez... 300 parlementaires écrivent au FMI et à la banque mondiale pour annuler la dette



Sanders, Mélenchon, Ocasio-Cortez... 300 parlementaires écrivent au FMI et à la banque ... melenchon.fr

Jean-Luc Mélenchon se vante d'un courrier au FMI.

UNE DETTE INTRINSÈQUE

En réalité, la dette des pays pauvres est l'un des moyens par lesquels, depuis l'indépendance des colonies, l'impérialisme continue l'exploitation

de ces pays. Nombre d'entre eux reçurent d'ailleurs dans leur berceau ce qu'on appela la dette coloniale : les prêts octroyés dans les années 1950 aux États des métropoles, et qui leur servirent à investir dans les colonies, furent mis au débit des nouveaux États. Leur situation économique ne permettait pas de faire face à ces crédits. Ils durent dès le début contracter de nouveaux prêts pour rembourser les anciens, enclenchant ainsi la machine de l'endettement. Mais c'est à la fin des années 1960 et dans les années 1970 que leur endettement prit de tout autres proportions, quand les banques occidentales en firent un investissement de premier choix. Depuis, l'endettement n'a jamais arrêté d'augmenter. Selon la Banque mondiale, la dette extérieure totale des 135 pays à revenu faible et intermédiaire, les pays les plus pauvres, est passée de 66 milliards de dollars en 1970 à plus de 8 100 milliards en 2019, 6 000 milliards sans celle de la Chine. Si le pourcentage de cette dette par rapport au revenu national de ces pays avait baissé de 35 % à 21 % entre la fin des années 1990 et celle des années 2000, il n'arrête pas d'augmenter depuis 2008. En 2019, la dette extérieure représentait 25 % du revenu de ces pays. Et le service de la dette, les sommes que chaque année ces États doivent déboursier pour payer intérêts et capital, représente aujourd'hui près de 1 200 milliards de dollars – 900 milliards sans le service de la dette de la Chine – deux fois plus qu'il y a dix ans.

Il y a plusieurs raisons à cet endettement massif et permanent. La responsabilité des gouvernements de ces pays est souvent pointée du doigt. Sans aucun doute, la dette est une source d'enrichissement des dirigeants politiques et des bourgeois locaux, qui se réservent la part du lion et peuvent en détourner une partie. Ainsi la for-



Récolte du coton en Afrique de l'Ouest.



Mobutu accueille Giscard arrivé en Concorde, en 1975.

tune de Mobutu à sa mort s'élevait aux deux tiers de la dette contractée par le Zaïre sous sa présidence. Mais corrompus et corrupteurs vont de pair. Bien des gouvernements de ces pays sont sous étroite dépendance de l'impérialisme. Ceux des pays décolonisés ont été – et beaucoup sont toujours – issus du sérail de l'ancienne métropole. Hormis Cuba et la Chine, ils n'ont rien à refuser à la bourgeoisie impérialiste qui les sélectionne, les éduque et les protège contre leurs rivaux, leurs voisins et leur population. Dans les années 1970, dans le but d'obtenir des commandes pour leur industrie, les États riches multiplièrent les prêts aux pays pauvres. Il s'agissait de relancer l'économie occidentale. Au travers d'achats d'armes et de constructions de prestige, cet

argent qui alimentait la dette retournait bien vite dans les pays riches, en prélevant au passage sa dîme sur les plus pauvres, sous forme d'intérêts. Et dans les années 1970 et 1980, comme aujourd'hui, les liquidités en quête de placements lucratifs ne manquaient pas dans les coffres des banques occidentales.

Les premières dettes ligotèrent les pays pauvres aux pays impérialistes. Elles étaient contractées en dollars. Pour les rembourser il fallait des dollars, que les pays pauvres ne pouvaient obtenir qu'en vendant leurs ressources agricoles et minières sur le marché mondial. Chacun était spécialisé dans une production, le café, le coton, le cacao. En 1970, les exportations de la Mauritanie dépendaient à 93 % du fer, celles de la Zambie à 93 % du cuivre, du Vietnam à 81 % du caoutchouc, du Ghana à 80 % du café, de l'Équateur à 53 % des bananes. Ces pays s'intégraient comme fournisseurs de matières premières minières et agricoles dans l'économie mondiale. Les échanges entre ces pays et les pays industrialisés furent de plus en plus inégaux. Un économiste brésilien affirmait qu'en 1954 on achetait une jeep avec quatorze sacs de café, alors qu'en 1962 il en

fallait trente-deux, et quatre-vingts environ en 2011. Le recours à la dette pour obtenir de quoi payer les marchandises des pays industrialisés était de plus en plus nécessaire. Ainsi, au-delà de la corruption des gouvernements et de l'avidité des couches dirigeantes des pays pauvres, leur dette est le reflet de la domination des bourgeoisies impérialistes et de leur pillage de la planète.

DE RESTRUCTURATION EN RESTRUCTURATION

Dans le passé, les pays riches ont plusieurs fois restructuré la dette des pays pauvres, allant même jusqu'à l'annuler en partie. Dans les années 1980, la crise de la dette menaçait d'emporter plusieurs banques occidentales, dont les créances sur les pays pauvres représentaient pour certaines plusieurs fois leurs fonds propres. Le FMI et la Banque mondiale sauvèrent ces banques en prêtant en urgence aux pays pauvres de quoi rembourser leurs dettes. Ces institutions exigeaient, en plus de taux d'intérêt élevés, des « réformes » à mettre en œuvre par les pays pauvres pour dégager des ressources leur permettant de payer. Ce furent les plans d'ajustement structurel : austérité budgétaire, avec des coupes dans les secteurs non productifs (santé, éducation, services publics), abandon des subventions aux produits de première nécessité, libéralisation du marché du travail, désindexation des salaires, libéralisation commerciale et financière, privatisation des entreprises publiques, hausse des impôts. Face aux émeutes de la faim et aux révoltes populaires qui s'ensuivirent, et face à une dette qui de toute façon ne diminuait pas, les gouvernements des pays impérialistes décidèrent en 1988 de restructurer

la dette des pays pauvres, en annulant d'abord un tiers, puis les deux tiers en 1995. Cela concernait les dettes bilatérales, celles entre deux États, alors que les intérêts déjà payés par les pays pauvres représentaient bien souvent plus que le capital initial. Les banques, qui avaient risqué gros mais que le FMI avait sauvées en rachetant leurs crédits, réduisirent leurs prêts aux pays pauvres jusque dans les années 2010. Le répit produit par les allègements sur la charge de la dette fut de courte durée : le service de la dette recommença à s'alourdir à partir de 1995.

Dans les années 2000, les gouvernements des pays riches décidèrent d'un nouveau plan de réduction de la dette : l'Initiative pays pauvres très endettés (IPTE). L'allègement partiel de la dette était soumis à plusieurs conditions, comme l'absence d'arriérés de paiement envers la Banque mondiale et le FMI, l'application des politiques imposées pendant au moins trois ans. Les pays sélectionnés devaient donc d'abord emprunter pour payer leurs arriérés puis, comme avant, ouvrir leurs économies aux multinationales. La principale différence était qu'ils devaient décider eux-mêmes de leur politique d'austérité, tant le FMI et ses plans d'ajustement structurel étaient décriés. Cette austérité devait de toute façon avoir l'aval du FMI. Au bilan de cette IPTE, la dette des pays concernés fut simplement ramenée au maximum de ce qu'ils pouvaient vraiment payer.

DEPUIS 2009, LA DETTE FLAMBE

Après la crise financière de 2009, la dette des pays pauvres s'est littéralement envolée. Dans les pays impérialistes, le système financier, sauvé par les

banques centrales, a regorgé de liquidités. Alors que les investisseurs privés s'étaient plutôt retirés du marché de la dette des pays pauvres dans les années 1990 et 2000, ces capitaux, dont les capitalistes occidentaux ne savaient que faire, s'investirent de nouveau dans ce marché. En Afrique subsaharienne, la proportion des créanciers privés est passée depuis 2009 de 17 % à 41 %. Il faut dire que, alors que les États des pays comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni empruntent à des taux très faibles, voire négatifs, les États africains empruntent aujourd'hui à des taux autour de 7 %, l'Inde à 6 %, le Mexique à 5,4 %. Alors qu'en 2018 le taux d'intérêt moyen était de 4,22 %, il a plus que doublé en 2019. Les créanciers privés spéculent sur les défauts de paiement à venir et font de bonnes affaires.

L'autre changement majeur dans la dette des pays pauvres depuis la crise de 2008 est la montée en puissance de la Chine, qui est une conséquence des contradictions internes de l'économie chinoise, mais dont les motivations – la recherche de débouchés et de placements – sont, par certains aspects, semblables à celles des pays impérialistes¹. Ainsi la Chine détiendrait 40 % des créances des pays d'Afrique. Au Kenya, un tiers des intérêts de la dette prennent le chemin de la Chine, 17 % en Éthiopie, 10 % au Nigeria.

La dette des pays les plus pauvres, sans la Chine, se montait avant la crise actuelle à plus de 6 000 milliards de dollars, leur faisant déboursier 900 milliards de dollars en 2019 au titre du service de la dette. Dès 2019, la dette des pays pauvres était analysée par la Banque mondiale et le FMI comme un risque majeur pour la stabilité du capitalisme mondial.

La crise actuelle a aggravé la

1 Voir l'article « Les nouvelles routes de la soie », LDC n° 206, mars 2020.

situation. Du fait de la contraction de l'activité mondiale et de la chute des cours des matières premières, les ressources des pays pauvres ont chuté. Les transferts d'argent envoyé par leurs travailleurs émigrés se sont aussi réduits. La dépréciation de leurs devises sur le marché monétaire international, en dévalorisant leurs exportations, a aggravé ces facteurs. Enfin, près de 100 milliards de capitaux étrangers ont fui dès les premiers mois de la crise les marchés des pays émergents pour retourner dans les pays riches. Les besoins de financement de ces pays pour faire face à la crise ont augmenté, mais les moyens de rembourser les emprunts passés ont diminué. Le FMI prévoyait que l'endettement de ces pays par rapport à leur revenu national augmenterait de 10 % cette année dans les pays dits en développement et de 7 % dans les pays à bas revenus. La dette des pays pauvres, d'une opportunité de placement, est devenue un risque qualifié de systémique par le FMI le 2 octobre dernier, qui craint une vague de défauts de paiement.

Certains États sont littéralement asphyxiés. Et c'est bien sûr la population qui en paie le plus lourd tribut. Au Ghana, dont la dette est détenue à 40 % par les créanciers privés, l'État consacre 11 fois plus d'argent à la charge de la dette qu'à la santé publique. Au Nigeria, en Égypte, en Angola ou au Ghana, le service de la dette absorbe plus de 30 % des recettes budgétaires. La Zambie, dont les exportations dépendent pour un tiers du cuivre dont le cours s'est effondré, a d'ores et déjà fait défaut, en ne remboursant pas des échéances en novembre 2020.

LA PRESSION DES MARCHÉS

En avril, les ministres des Finances du G20 avaient trouvé

un premier accord pour une suspension partielle du service de la dette des 77 États les plus pauvres, à hauteur de 14 milliards sur les 32 qu'ils auraient dû leur verser en 2020. Cette initiative a été qualifiée d'avancée majeure par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire ! Une avancée majeure pour les créanciers sans doute, mais une goutte d'eau dans l'océan de la dette, qu'il n'était plus question d'annuler, comme l'avait avancé Macron en mal de publicité à la veille de ce sommet. Pour les pays qui en feraient la demande, les remboursements étaient simplement décalés de deux ans et rééchelonnés sur trois ans, moyennant un surcoût pour compenser ce retard. Des représentants de créanciers privés s'engageaient à un effort similaire. Mais entre une telle promesse et la réalité, il y a toute la latitude que permet la propriété privée. Ni la Banque mondiale ni le FMI, auprès de qui les États sont aussi endettés, ne participaient à la restructuration.

Mi-novembre, les pays créditeurs crurent bon d'étendre leur dispositif dans le temps, en mettant en avant un cadre commun pour étudier au cas par cas les demandes de rééchelonnement, de réduction, voire d'annulation de la dette. Il restait 73 pays dans le dispositif. Car en étaient exclus ceux qui étaient déjà en défaut de paiement. Le cadre commun est pour les pays créditeurs un moyen d'éviter que les gouvernements des pays pauvres négocient avec certains créanciers au détriment d'autres. Ce front uni des pays riches contre les plus pauvres est d'autant plus qualifié d'historique par les premiers que la Chine s'est inscrite dans le cadre, leur crainte étant que la Chine continue à s'approprier des infrastructures comme elle l'a fait dans certains pays, en échange d'une partie de sa dette. Quant aux créanciers pri-

vés, ils sont invités à se joindre aux restructurations. Mais rien ne peut les y obliger. Il est donc bien possible que les finances dégagées par la restructuration de la dette auprès des États créanciers servent à rembourser les entreprises capitalistes occidentales ou asiatiques qui ont investi dans la dette.

Les pays les plus pauvres se financent pour moitié sur les marchés financiers au taux d'intérêt que les banques et autres fonds et entreprises leur accordent. Cela explique que beaucoup d'entre eux ont été réticents à demander une restructuration de leur dette. Une telle demande peut avoir exactement le même impact qu'un défaut de paiement, c'est-à-dire faire monter les taux d'intérêt auxquels ces pays peuvent emprunter sur les marchés auprès des capitalistes des pays riches, les marchés considérant que les prêts sont plus risqués. Le Cameroun, qui au printemps a demandé à bénéficier du moratoire, a vu sa note dégradée par l'agence de notation Moody's, qui évalue le risque pris par les créanciers. Cela altérera inévitablement les conditions auxquelles le Cameroun pourra emprunter. En mai, le Pakistan et l'Éthiopie ont été mis sous surveillance par les agences de notation, en vue d'un abaissement de leur note souveraine. Les pays pauvres pourraient payer chèrement l'annulation ou la restructuration de leur dette.

DU MOT D'ORDRE DE L'ANNULATION DE LA DETTE

Le moratoire décidé par les pays du G20 est extrêmement étroit. Il ne concerne qu'une toute petite partie de la dette des pays pauvres. Sont exclus tous les pays qui sont déjà en défaut et tous ceux qui sont jugés assez riches pour rembourser quand même, comme l'Argen-



Annonce du moratoire en avril 2020.

tine, la Turquie et tant d'autres. En allégeant de quelques milliards le service de la dette des pays dont la situation est la plus critique, les États du G20 espèrent consolider l'essentiel, les 900 milliards que doivent verser les 134 pays les plus pauvres, si l'on se fie aux chiffres de l'année dernière. Cela montre que demander aux institutions financières internationales d'annuler les dettes qui étranglent les pays pauvres est une perspective bien vaine. Ces institutions sont les gardiennes du temple. Quand elles interviennent, c'est pour tirer ce qu'elles peuvent de la situation dans laquelle sont empêtrés les pays pauvres, au mieux des intérêts de la bourgeoisie des pays impérialistes. Les courriers au FMI et à la Banque mondiale ne valent que par la publicité que leurs auteurs en retirent. Mais cela ne fait pas avancer d'un pouce la cause des peuples ni ne soulage leur peine.

Les États de ces pays sont in-

tégrés au système impérialiste. Ils sont un maillon de la chaîne qui permet de concentrer entre les mains de la bourgeoisie impérialiste des fortunes toujours plus gigantesques. Au bout de cette chaîne, il y a les peuples, les ouvriers et les paysans dont le travail est volé par les gouvernements pour rembourser la dette. Ces gouvernements, de gré ou de force, sont des rouages du système et prélèvent leur part au passage. C'est pourquoi, même si la dette de leurs États était annulée, les peuples ne sortiraient ni de la misère ni de l'exploitation.

L'exploitation du tiers-monde est un des aspects les plus barbares du capitalisme moderne. Mais on ne combat pas cette barbarie par des courriers adressés aux dirigeants du monde impérialiste et, surtout, on ne la combat pas en respectant le capitalisme lui-même. Dans le passé, le seul pays qui ait réussi à annuler sa dette sans avoir à négocier d'ajustement structurel ni à concéder

telle ou telle infrastructure fut la Russie révolutionnaire de 1917. Les travailleurs n'ont pas écrit de courrier aux banquiers français ou anglais qui détenaient la dette russe. Ils ont pris le pouvoir. Ce faisant, ils ont démontré qu'ils étaient les seuls capables de rompre avec les pays impérialistes et les marchés internationaux et de retirer ce fardeau des épaules du peuple russe.

Alors non seulement il faut mettre fin au pillage des pays pauvres et à l'exploitation de leurs classes laborieuses par la bourgeoisie des pays impérialistes, mais il faut rendre aux pays pauvres les richesses qui leur ont été volées au cours des siècles. C'est la seule façon de sortir ces pays du sous-développement mais pour ce faire, il faut détruire l'impérialisme, c'est-à-dire mettre fin au capitalisme. C'est uniquement ainsi qu'on en finira définitivement avec la dette qui vampirise des continents entiers. La seule classe sociale capable de mettre fin non seulement au pillage du tiers-monde, mais aussi à l'exploitation et à toutes les conséquences sociales qui en découlent est le prolétariat. Alors le seul choix qui vaille, pour ceux qui sont révoltés par la situation des pays pauvres, est de retrouver les idées de la lutte de classe, les idées communistes, et de se battre pour les réimplanter dans la classe ouvrière.

23 février 2021



EDF : le projet Hercule et les intérêts des travailleurs

Sous le nom de projet Hercule, l'État et la direction d'EDF préparent depuis deux ans un découpage de l'entreprise d'électricité en plusieurs entités dont une serait ouverte aux capitaux privés. Les organisations syndicales, soutenues par plusieurs partis de gauche, certains cadres d'EDF, et même des politiciens de droite, combattent ce projet. Les adversaires d'Hercule réclament un « grand service public de l'énergie ». Les travailleurs, eux, doivent combattre l'exploitation capitaliste et ce n'est pas la même chose.

Le projet Hercule tel que la direction d'EDF en a dévoilé les grandes lignes consiste à séparer le groupe EDF en trois entités. EDF Bleu, détenu à 100 % par l'État, conserverait la gestion des infrastructures les plus lourdes et coûteuses, les centrales nucléaires ainsi que le réseau de transport à très haute tension, actuellement contrôlé par RTE. Les grands barrages seraient gérés par EDF Azur. La distribution aux consommateurs, industriels ou particuliers, les éoliennes, le photovoltaïque, les petites installations hydroélectriques seraient regroupés dans EDF Vert, introduit en Bourse. EDF Vert comme EDF Azur seraient des filiales indépendantes de EDF Bleu qui pourraient être revendues à n'importe quel moment.

Comme le dénoncent les opposants à Hercule, il s'agit de privatiser les profits et de socialiser les coûts. Les secteurs les plus immédiatement rentables, demandant le moins d'investissements lourds, sont proposés sans délais aux capitalistes privés. Les centrales nucléaires vieillissantes, et dont la prolongation décidée par l'État

demande de longs et coûteux travaux, resteraient publiques. Ce découpage se traduira par de nouvelles hausses des tarifs pour les clients et une différenciation du prix selon la région, l'origine de l'électricité et la couleur de la société EDF.

Quant aux travailleurs d'EDF (160 000 dans le groupe, toutes filiales confondues, dont 130 000 en France), ils craignent à juste raison que le projet Hercule accélère fortement la dégradation de leurs conditions de travail, de leurs salaires, de leurs retraites, et redoutent des sup-

pressions d'emplois et des fermetures de sites. Cela explique que les quelques journées ou demi-journées de mobilisation contre Hercule, à l'appel des syndicats, ont été plus suivies que d'habitude, avec 30 % de participation en moyenne nationale. Mais si les travailleurs d'EDF entraient réellement en lutte, les objectifs mis en avant par les syndicats ne pourraient certainement pas leur permettre de défendre leurs conditions de travail et encore moins d'utiliser pleinement leur grande force collective pour entraî-



Contre le projet Hercule dans la manifestation du 23 février 2021.

ner tout ou partie de la classe ouvrière.

Les travailleurs d'EDF, comme ceux des entreprises sous-traitantes, font partie de la vaste classe qui permet le fonctionnement quotidien de la société et qui produit tout. Comme tous les travailleurs, ils subissent la guerre de classe acharnée menée partout par la bourgeoisie pour augmenter son taux de profit, en aggravant l'exploitation, en allongeant le temps de travail. Au-delà du projet Hercule, et quels que soient ses contours définitifs, les attaques contre les salariés d'EDF s'insèrent dans cette offensive générale. C'est donc en tant que fraction de cette classe ouvrière que les travailleurs de l'énergie doivent se battre, et pas au nom de la défense « *de notre histoire, de notre héritage et de notre bien commun, le service public de l'électricité* »¹ comme le disent les syndicats ou les partis qui s'opposent à Hercule. Ce terrain corporatiste et le patriotisme d'entreprise qu'ils mettent en avant sont une impasse.

DÉCOUPAGES ET PRIVATISATIONS, UNE POLITIQUE MENÉE DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES

Si le projet Hercule est nouveau, la dérégulation, les découpages, l'ouverture à la concurrence et la privatisation du secteur de l'énergie est un processus engagé depuis 1996, il y a vingt-cinq ans. Après cinquante ans de monopole, les sociétés nationales EDF et GDF (Électricité de France et Gaz de France) ont été séparées. Le capital d'EDF a été ouvert au privé, ses actions introduites en Bourse, son monopole sur la fourniture de l'électricité a été supprimé, d'abord pour les gros industriels, puis pour les petites et moyennes entreprises, et enfin pour les particuliers. La produc-

tion de l'électricité, son transport et sa distribution jusqu'aux usagers finaux ont été séparés. EDF SA est actuellement la maison mère: de RTE, le Réseau de transport de l'électricité à haute et très haute tension dont elle possède 50,1 % des actions, d'Enedis, chargé de la distribution de la moyenne et basse tension pour tous les clients autres que les gros industriels, qu'elle possède à 100 % et d'autres filiales, EDF Énergies nouvelles, Dalkia, Framatome, etc.

Les tarifs de l'électricité ayant été libéralisés, EDF SA est en concurrence avec d'autres fournisseurs d'électricité, qui livrent à ce jour environ 20 % des particuliers et 30 % des entreprises. Depuis 2010, la loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) oblige EDF à fournir à ses concurrents jusqu'à un quart de l'électricité d'origine nucléaire à un tarif fixé par une Commission de régulation de l'électricité (CRE). Ce tarif dit Arenh, 42 euros du mégawatt-heure, est jugé trop bas par EDF, qui affirme avoir perdu entre 5 et 10 milliards d'euros depuis 2011. La renégociation de ce tarif de vente de l'électricité nucléaire à ses concurrents fait partie des laborieuses tractations menées entre la Commission européenne et l'État français. Le projet Hercule est avancé comme la contrepartie offerte au marché pour faire accepter l'augmentation de ce tarif. La CRE revoit aussi régulièrement à la hausse le tarif

public régulé de vente du kilowatt-heure, pour permettre aux entreprises privées du secteur d'augmenter leurs propres tarifs. En somme, cette commission a pour objectif d'introduire artificiellement la concurrence, tout en évitant les effets habituels de l'économie de marché, à savoir la disparition des concurrents les plus fragiles.

Depuis vingt ans, la mise en œuvre concrète de la concurrence dans la fourniture de l'énergie a donné lieu à de multiples absurdités, payées au bout du compte par les travailleurs de ces entreprises et par les consommateurs d'électricité. L'essentiel de l'électricité produite dans le pays l'est par les centrales électriques d'EDF, qu'elles soient nucléaires, hydrauliques ou autres. La plupart des fournisseurs privés d'électricité ne produisent pas le moindre kilowatt. La production d'électricité dite renouvelable, par des panneaux solaires, des éoliennes ou d'autres installations appartenant à des sociétés concurrentes, reste marginale et surtout subventionnée par une taxe que paient tous les consommateurs. Aucune entreprise capitaliste privée n'a réalisé le moindre investissement coûteux pour construire des centrales de forte puissance. Au mieux, comme Gazel énergie, la société du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, elles ont racheté de vieilles centrales.

L'ouverture à la concurrence a consisté avant tout à permettre à des sociétés privées, une quarantaine actuellement, d'acheter à EDF son électricité à un prix de gros, pour la revendre avec une marge aux consommateurs, aux clients finaux. L'électricité qui alimente un immeuble ou un quartier provient du même réseau de distribution global. Il est impossible de savoir d'où vient un électron quand il arrive chez le consommateur. Même quand un



Les fournisseurs d'électricité : la plupart ne produisent pas un seul kilowatt.

¹ Texte de la pétition en ligne energie-publique.fr des opposants à Hercule emmenés par la CGT.

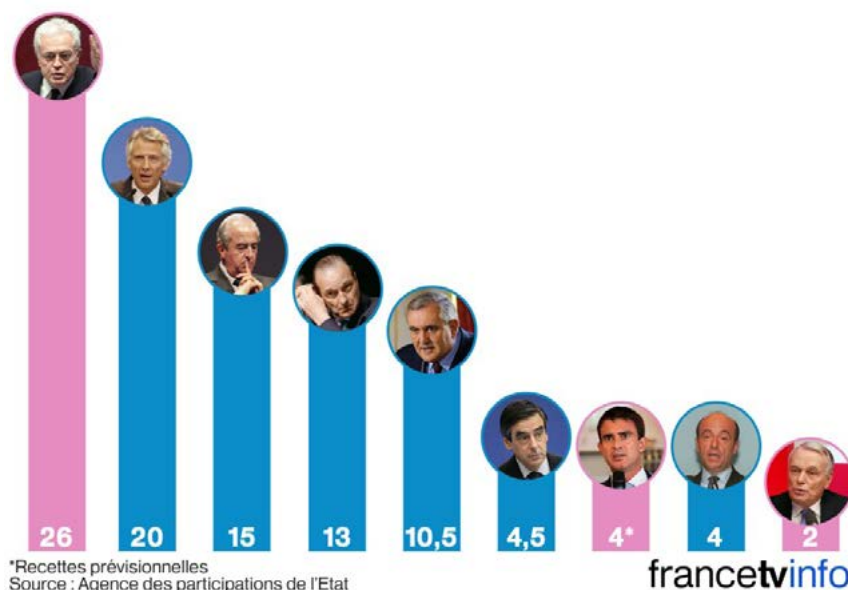
fournisseur vend de l'électricité verte, supposée provenir d'éoliennes ou de biogaz, le courant provient souvent d'une centrale nucléaire appartenant à EDF.

Un marché européen de l'électricité entre fournisseurs se tient sur l'Epex spot. C'est une Bourse virtuelle. Elle organise la spéculation, avec des prix de gros, des prix dits spot (prix à l'instant, par opposition aux prix des marchés à terme) qui fluctuent chaque jour au gré de l'offre et de la demande, de la météorologie ou de l'activité économique. Certains jours, par exemple au plus fort du confinement de mars-avril 2020, quand de nombreuses usines étaient à l'arrêt, le prix de l'électricité a pu devenir négatif ! Mais, sans surprise, plutôt que d'entraîner une baisse des tarifs, cette dérégulation les a fait grimper pour l'immense majorité des consommateurs et sur le long terme. Ainsi, depuis 2004, le tarif réglementé de l'électricité a augmenté de 50 %, deux fois plus que l'inflation sur la même période.

UNE EXIGENCE DES CAPITALISTES PLUTÔT QUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Contrairement à ce que répètent en permanence les syndicats et les partis dénonçant tout ce processus, les dérégulations ne résultent pas de la volonté de la Commission européenne, mais d'une évolution bien plus profonde de l'économie capitaliste depuis quarante ans. Pour la bourgeoisie, le principal moyen de réaliser des profits n'est plus d'investir des capitaux dans la production de marchandises mais de spéculer sur tous les supports possibles et de recevoir de l'argent public sous toutes les formes. Elle a réduit partout les investissements productifs et se contente de racheter des installations existantes. Elle a exigé la privatisation des

Cessions d'actifs et privatisations en milliards d'euros



Tous les gouvernements privatisent depuis trente ans.

secteurs les plus rentables de l'industrie et des services. Cela a conduit les États à privatiser les autoroutes, les chemins de fer, les télécommunications et l'énergie. Cette politique a été menée dans tous les pays. En France, tous les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont privatisé sans relâche. Celui du socialiste Jospin entre 1997 et 2002, qui comptait des ministres du PCF et un ministre délégué à l'Enseignement professionnel (2000-2002) nommé Jean-Luc Mélenchon, a même remporté la palme des privatisations.

Les lois ou les décrets qui ont mis en œuvre cette dérégulation sont certes la transposition en France de directives européennes pour créer de façon artificielle un « marché unique de l'électricité », ouvert à la concurrence. Mais aucune directive européenne n'a jamais été adoptée sans l'assentiment des gouvernements des pays les plus puissants de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne. Chaque décision de l'Union européenne résulte d'un bras de fer entre les États membres et, derrière eux, les principaux groupes capitalistes dont ils défendent les intérêts.

Ces intérêts peuvent être contradictoires. L'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité pour les industriels s'est rapidement traduite par une augmentation des prix payés par les plus gros consommateurs, 30 % du total, qui disposaient avec EDF société nationale d'un tarif ultra-préférentiel. Ainsi l'Union des industries chimiques a dénoncé en son temps une augmentation de 55 % du tarif proposé à ses adhérents entre 2001 et 2005. Mais, à l'inverse, cette ouverture a permis à d'autres capitalistes, comme Total, propriétaire de Direct énergie, Suez, qui a pris le contrôle d'Engie, l'ex-GDF, ou encore le pétrolier italien ENI, de devenir des vendeurs d'électricité. Derrière le foisonnement des fournisseurs privés ou alternatifs d'électricité, les multinationales de l'énergie se taillent la part du lion. Le changement de période dans le fonctionnement de l'économie bourgeoise a rebattu les cartes entre les capitalistes.

En France, du fait du monopole d'EDF et du poids particulier des centrales nucléaires, le découpage et la privatisation de l'électricien public ont été plus lents que dans d'autres pays.

L'État reste encore actionnaire d'EDF à la hauteur de 84 %. La transformation d'EDF en société anonyme a quand même permis, depuis 2005, le versement de 30 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires institutionnels publics ou privés du groupe : banques, compagnies d'assurance, fonds de pension. Tout en restant majoritairement contrôlé par l'État, EDF a profité de la dérégulation du marché mondial. EDF se comporte comme une entreprise capitaliste ordinaire. Mobilisant plusieurs dizaines de milliards d'euros, principalement sous forme d'emprunts, EDF a racheté à tour de bras dans divers pays, en Europe ou en Amérique, des sociétés concurrentes dans lesquelles elle supprimait des emplois par milliers en même temps qu'elle augmentait massivement les tarifs partout où les lois le lui permettaient. EDF est donc une entreprise très profitable. Malgré une baisse de la consommation de l'électricité avec la crise sanitaire, le chiffre d'affaires 2020 a baissé d'à peine 3,4 %, et les dividendes versés aux actionnaires au titre de 2020 atteignent 650 millions d'euros, plus qu'en 2019. Quant à la dette, estimée aujourd'hui à 42 milliards d'euros, elle est du même ordre qu'il y a une vingtaine d'années si on la rapporte au chiffre d'affaires. La direction exagère volontairement son importance pour justifier les attaques contre les salariés et l'urgence du projet Hercule. Avec ce projet, la charge de cette dette devrait être assumée par la partie d'EDF qui restera 100 % publique : une aubaine pour les capitalistes qui achèteront les autres entités.

DES ATTAQUES CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS, QUEL QUE SOIT LEUR STATUT

Néfastes pour les consommateurs, tout ce processus de dérég-

ulation l'a également été pour les travailleurs des entreprises de l'énergie. Comme les travailleurs de la SNCF, ceux d'EDF et de GDF ont longtemps disposé d'un statut salarié particulier, celui des IEG, industries électriques et gazières, avec par exemple une garantie de l'emploi et des droits d'accès à la retraite un peu plus favorables que d'autres salariés. Au fil des attaques gouvernementales, les droits attachés à ce statut se sont amenuisés. Au fil des dérégulations, des filialisations de toute sorte, des achats de sociétés à l'étranger, le nombre de salariés « au statut » n'a cessé de diminuer. Plus du tiers des salariés du groupe EDF n'ont plus ce statut. En outre, le recours massif à la sous-traitance, dans les départements de recherche, dans l'ingénierie, dans l'informatique ou pour effectuer la multitude de travaux dédiés au fonctionnement des centrales et à la maintenance des infrastructures, fait que des dizaines de milliers de travailleurs d'entreprises entièrement privées, en CDI ou en contrat précaire, intérimaire ou CDD, parfois sous-traitants de sous-traitants, côtoient tous les jours des salariés d'EDF, dans les mêmes bureaux et sur les mêmes installations. Plus de 20 % des travailleurs des centrales nucléaires, en dehors des périodes d'arrêt de tranche pour maintenance, où cette por-

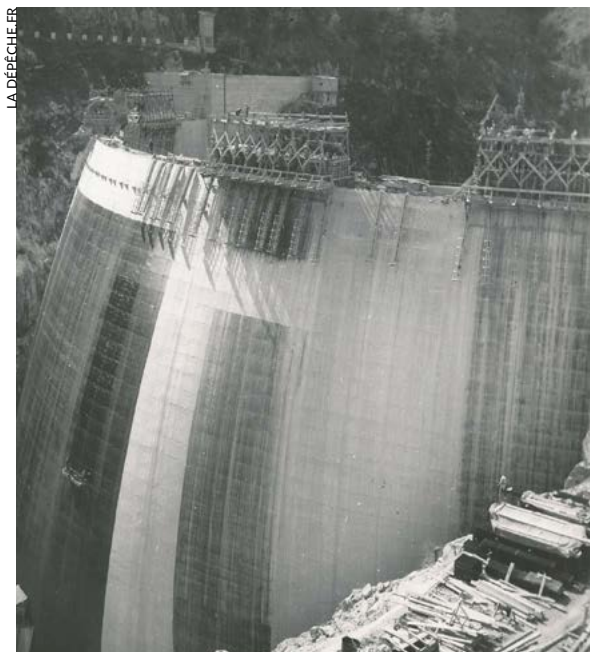
portion est encore plus élevée, sont des prestataires ou des sous-traitants.

Ces différences de statut juridique, qui se traduisent par des différences sur les feuilles de paie, sur les conditions de travail et la précarité de l'emploi, peuvent vite devenir une source de division entre travailleurs. Ce qui les unit, c'est qu'ils participent collectivement à la production de l'électricité. À ce titre, ils sont tous exploités pour alimenter la plus-value de la classe capitaliste. Leur travail enrichit la myriade de patrons des entreprises sous-traitantes, celles du BTP ou de la filière du nucléaire, les actionnaires privés des fournisseurs d'électricité, ceux d'EDF, et bien sûr les banques.

Les travailleurs d'EDF attaqués ne peuvent pas se contenter de défendre le statut des IEG, comme le proposent les syndicats. Si tous les travailleurs dont les droits et les conditions de travail sont attaqués doivent évidemment se défendre bec et ongles, ils ne peuvent pas l'emporter en restant sur un terrain corporatiste. Ils doivent trouver le moyen d'entraîner l'ensemble des travailleurs, quel que soit leur statut, quels que soient leur employeur direct et leur donneur d'ordres. Les travailleurs de la SNEF, de Bouygues ou d'Onet Technologies qui travaillent à demeure dans



Des sous-traitants de la centrale nucléaire EDF de Gravelines (Nord) en grève lors de renouvellements de contrats, en 2019.



L'État a développé un réseau performant de production d'électricité avec la construction de barrages hydroélectriques dans les années 1950 (ici celui de Couesques dans l'Aveyron)... puis des centrales nucléaires dans les années 1970-1980 (ici celle du Bugey dans l'Ain).



Banderole commune de sous-traitants d'EDF pendant le mouvement contre la réforme des retraites de 2019-2020.

les centrales nucléaires n'ont pas le statut des IEG. Ils sont pourtant les compagnons quotidiens des travailleurs d'EDF. Les attaques contre les conditions de travail des sous-traitants, les renégociations de contrats, les mutations sur d'autres chantiers, alimentent et facilitent les attaques contre les travailleurs d'EDF. Dans leur défense, ceux d'EDF doivent trouver le soutien le plus actif possible des autres travailleurs. Ce qui est en jeu, c'est préparer les consciences au fait que la classe ouvrière subit une offensive générale de la bourgeoisie, offensive qui exige une riposte collective et qui ne pourra s'arrêter que lorsque

les travailleurs auront pris le contrôle de la société. Aucune catégorie de travailleurs ne peut, seule, conserver un statut plus protecteur dans cette époque de crise générale!

LES SERVICES PUBLICS, D'ABORD AU SERVICE DES CAPITALISTES

Au projet Hercule, la CGT comme le PCF, LFI et même le NPA opposent « un grand service public de l'énergie ». Pour eux, « le gaz et l'électricité sont des produits de première nécessité qui ne doivent pas profiter aux actionnaires »². C'est incon-

testable. À l'énergie, on pourrait ajouter les vaccins, les médicaments, la santé, le transport, le logement, la nourriture, l'éducation et tant d'autres biens et services indispensables. Satisfaire au moindre coût l'ensemble des besoins de l'humanité, sans enrichir au passage les capitalistes, est un programme valable. C'est même le programme communiste! Mais un tel objectif suppose que toute la société et toute l'économie ne soient pas entièrement organisées pour satisfaire les capitalistes. Il ne peut venir que de l'intervention directe des travailleurs, par en bas. Il implique une révolution sociale pour renverser l'État dont les serviteurs alternent sans cesse entre les cabinets ministériels et la direction d'entreprises publiques ou privées, tels Jean-Bernard Lévy, actuel PDG d'EDF, ou Henri Proglio, son prédécesseur.

Laisser entendre qu'un service public de l'énergie, c'est-à-dire au service de la population, pourrait être obtenu sans arracher le pouvoir aux capitalistes, qui plus est dans cette période de crise aiguë, est une tromperie. C'est la même impasse que

2 Interview à Ouest-France du secrétaire de la CGT Manche-énergie, 2 mars 2021.

celle qui consiste à proposer à des patrons privés qui suppriment des emplois et ferment des usines qui ne rapportent pas assez aux yeux de leurs actionnaires, un plan industriel alternatif. C'est pourtant la démarche des syndicats d'EDF qui ont réclamé à Macron la mise en place d'une « commission sur l'avenir d'EDF³ » associant représentants de l'État, direction d'EDF, syndicats et des « représentants de la nation », pour faire le bilan de vingt ans de dérégulation et réclamer un grand plan de relance. C'est une offre de collaboration avec ceux qui préparent et mettent en œuvre les attaques contre les travailleurs. Les opposants à Hercule se posent en champions de l'intérêt national et se veulent les gardiens « des acquis du programme du Conseil national de la résistance (CNR) »⁴. Mais, aujourd'hui comme hier, l'intérêt national n'est rien d'autre qu'un enfumage destiné à faire accepter des sacrifices aux travailleurs pour mieux défendre les intérêts des possédants.

Durant les cinquante ans où EDF et GDF ont été des sociétés nationales, ce sont d'abord les intérêts des capitalistes qu'elles ont défendus. La nationalisation du gaz et de l'électricité en 1946 n'a pas été réalisée au nom de l'intérêt général, grâce au CNR et à la présence de Marcel Paul et d'autres ministres du PCF au gouvernement sous de Gaulle. Dès le départ, elle fut conçue et réalisée pour satisfaire les besoins du patronat français tels qu'ils étaient à cette époque. Pour alimenter leurs usines et redémarrer la production, les industriels avaient besoin d'une alimentation puissante et régulière en gaz et en électricité. Or la guerre avait fini d'user ou de détruire les installations sous-dimensionnées, délivrant

des voltages différents, et dispersées entre une multitude de compagnies privées (1 450 entreprises) en quasi-faillite, héritées de la période d'avant-guerre. En créant une société nationale, l'État indemnisa grassement leurs propriétaires et lança la construction des barrages et des centrales électriques nécessaires à l'industrie. Dans les décennies suivantes, le programme de construction de centrales nucléaires représenta un vaste marché protégé pour les grands groupes du BTP, pour les équipementiers de l'industrie électrique et ceux de la filière nucléaire. Ce réseau électrique neuf et performant se doubla de tarifs très bas, à la limite du coût de revient, pour les gros clients d'EDF, les industriels, tandis que les ménages payaient le prix fort. Les particuliers payaient certes le même prix, quelle que soit leur distance à la centrale qui les alimentait. Mais ce sont eux qui ont financé la construction de ces installations vitales pour l'industrie.

En France, comme dans la plupart des pays développés, l'État avait ainsi développé un « communisme à l'usage des bourgeois » pour reprendre une expression utilisée par le marxiste Paul Lafargue en 1882. « En ce moment l'on est en train de fabriquer un communisme à l'usage des bourgeois : il est bien modeste ; il se contente de la transformation de certaines industries en services publics ; on leur dit, voyez les postes, elles sont un service public communiste, fonctionnant admirablement au profit de la communauté, et à meilleur marché qu'elles ne pourraient le faire, si elles étaient confiées à une compagnie privée, comme c'était autrefois le cas. Le gaz, le chemin de fer métropolitain, la construction des logements ouvriers, etc., doivent

devenir eux aussi des services publics. Ils fonctionneront au profit de la communauté et bénéficieront principalement aux bourgeois. Dans la société capitaliste, la transformation de certaines industries en service public est la dernière forme d'exploitation capitaliste. C'est parce que cette transformation présente des avantages multiples et incontestables aux bourgeois, que dans tous les pays on voit les mêmes industries devenues services publics. »⁵

Lafargue polémiquait alors avec Paul Brousse, un socialiste réformiste qui prétendait qu'on pourrait passer au communisme en multipliant les services publics ; que les services publics contribuaient à la transformation de la société capitaliste en une société socialiste. En réalité, à l'époque de Lafargue comme à celle de Marcel Paul et de De Gaulle, les services publics ont permis à des familles bourgeoises de se renflouer et aux capitalistes de disposer d'infrastructures performantes. Aujourd'hui que le capitalisme est entré dans son âge sénile, l'heure est au dépeçage des services dits publics. L'objectif des travailleurs ne doit pas être de se battre pour les reconstituer, mais d'arracher la direction de la société des mains des capitalistes. Pour que le gaz et l'électricité, les vaccins et autres soient des « biens communs de l'humanité », les travailleurs doivent prendre eux-mêmes le contrôle de toute la production. Ils doivent collectiviser les entreprises, c'est-à-dire les exproprier sans indemnité ni rachat. Cela implique qu'ils prennent le pouvoir politique, qu'ils renversent l'État en place dont toutes les institutions sont conçues pour servir les intérêts de la bourgeoisie.

28 mars 2021

3 Courrier du 26 mars 2021 de l'intersyndicale des industries électriques et gazières à Macron.

4 Même pétition energie-publique.fr.

5 « Le communisme et les services publics », *L'Égalité*, 25 juin 1882,



Des listes de Lutte ouvrière aux élections régionales

Lors des élections régionales des 13 et 20 juin prochains, si elles se tiennent effectivement à ces dates, Lutte ouvrière présentera des listes dans douze régions métropolitaines (toutes sauf la Corse) et à l'île de La Réunion.

Pour les grands partis comme le PS ou Les Républicains, les régions, qui brassent maintenant plusieurs milliards d'euros, sont des enjeux importants en termes de pouvoir, de carrières, de relations avec la bourgeoisie locale aussi. Les régions sont notamment chargées du « développement économique », autrement dit des subventions publiques aux entreprises privées. Plusieurs dirigeants po-

litiques espèrent faire de leur élection une rampe de lancement pour l'élection présidentielle : Valérie Pécresse, Xavier Bertrand et Laurent Wauquiez à droite. Les partis de gauche et le RN cherchent aussi à se placer pour la suite. Quant aux macronistes, ils espèrent éviter une déroute semblable à celle des municipales de 2020, et préserver ainsi les chances de leur champion pour 2022.

Pour les communistes révolutionnaires que nous sommes, loin de tout ce théâtre politique, ces élections sont l'occasion d'exprimer des idées, de faire entendre le camp des travailleurs, pour reprendre l'intitulé de nos listes. Elles peuvent permettre à celles et ceux qui s'en revendiquent de se compter. Tout au long de la crise sanitaire qui a débuté il y a un an, le gouvernement a



Avec Nathalie Arthaud, tête de liste régionale (à droite), les candidats des huit départements d'Île-de-France : (de gauche à droite) Abdellah Aksas (Paris), Dominique Mariette (Val-d'Oise), Jean Camonin (Essonne), Anne de la Torre (Seine-et-Marne), Agathe Martin (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Mercier (Yvelines), Josefa Torres (Val-de-Marne) et Aurélie Jochaud (Seine-Saint-Denis).

fait la démonstration de son incurie. Au-delà de cette incurie gouvernementale, l'économie capitaliste a montré que, malgré les prouesses scientifiques, elle ne pouvait répondre aux défis posés par le Covid-19. Après des décennies de coupes budgétaires, les services hospitaliers ont été débordés par l'afflux de patients et le personnel n'avait même pas les moyens de s'équiper même les masques manquaient. Maintenant cela se manifeste par l'insuffisance de la production de vaccins par les laboratoires pharmaceutiques... et toujours par les limites scandaleuses des capacités d'accueil des hôpitaux et leur manque de personnel. Le marché, la loi du profit et

la gestion capitaliste sont des obstacles à la lutte contre cette pandémie. Ils font de celle-ci un accélérateur de la crise économique, avec le chômage de masse qui en découle.

Pour les travailleurs conscients, les élections sont une occasion supplémentaire se regrouper, se compter, s'organiser et faire entendre leurs idées auprès d'un cercle plus large d'auditeurs. S'organiser, cela signifie se doter d'un parti qui représente ses intérêts politiques. Face à la brochette sans cesse renouvelée de partis qui défendent l'ordre social en place, les travailleurs doivent bâtir le leur.

Pour changer leur sort, pour mettre un terme à la dégrada-

tion de leurs conditions d'existence comme au drame du chômage, pour enrayer l'évolution réactionnaire de toute la société qui s'aggrave de jour en jour, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs mobilisations collectives. Ils doivent s'appuyer sur le rôle vital qu'ils jouent au quotidien dans le fonctionnement de la société pour contester le pouvoir aux capitalistes.

C'est ce programme que chercheront à faire entendre les candidats des listes Lutte ouvrière dans ces élections régionales, comme Nathalie Arthaud cherchera à le faire lors de l'élection présidentielle de 2022.

1^{er} avril 2021



Les politiciens en marche vers la présidentielle

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire et l'incurie dont le gouvernement fait preuve pour la gérer, deux échéances électorales préoccupent les politiciens, à défaut d'intéresser les électeurs. Il y a d'abord les élections régionales, toujours prévues les 13 et 20 juin 2021 au moment où nous écrivons, déjà reportées une première fois et qui pourraient l'être de nouveau si l'épidémie n'est pas maîtrisée. Il y a surtout l'élection présidentielle, dans un an exactement, et pour laquelle les candidats, les partis et leurs dirigeants sont déjà en campagne.

Les élections régionales préoccupent d'abord les milliers de notables en concurrence pour gérer des conseils régionaux aux budgets conséquents, des centaines de millions d'euros à distribuer sous une forme ou sous une autre aux capitalistes implantés dans

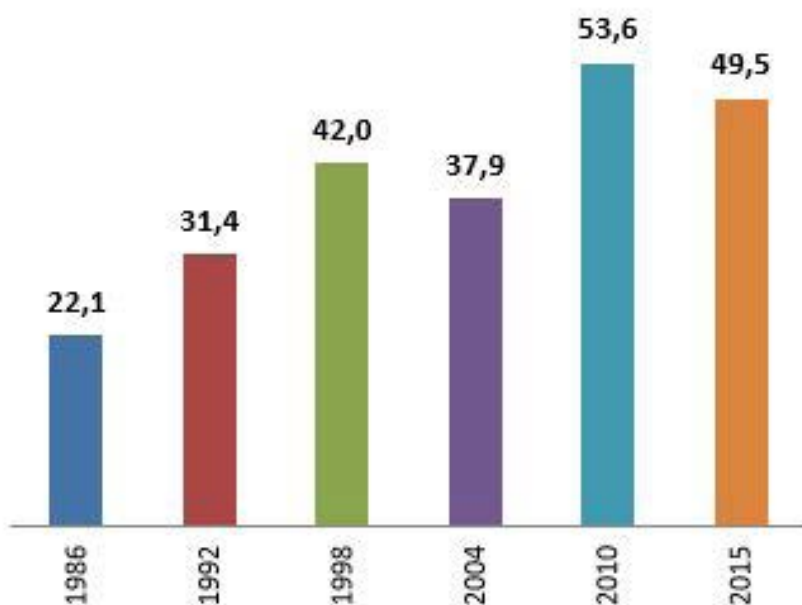
leur région. Dernières élections avant la présidentielle, ces élections sont une étape cruciale pour les partis et leurs chefs. Elles peuvent leur permettre de mesurer le rapport de force entre eux, de vérifier lesquels pourront capter la colère ou les déceptions engendrées par le

quinquennat de Macron. Plusieurs présidents de région sortants lorgnent l'Élysée, dont les LR ou ex-LR Péresse, Bertrand et Wauquiez. Ils espèrent transformer ces élections régionales en rampe de lancement pour leur campagne.

Mais, du côté des électeurs, la pandémie et surtout l'incertitude du lendemain accroissent le désintérêt pour les élections qui augmente au fil des scrutins, comme en attestent les chiffres de l'abstention. Selon une étude de l'Ifop, seules 13 % des personnes interrogées s'intéresseraient à ces élections pourtant programmées dans un peu plus de deux mois ! « Une campagne impossible », titrait *Le Monde* du 25 mars ; « Le Covid écrase tout, on ne peut pas faire campagne », déplorent les candidats interrogés, regrettant l'impossibilité actuelle d'organiser des réunions publiques. Dans ce contexte, les exécutifs sortants, presque tous de droite, disposent du poids et de la visibilité que leur confère leur poste, tandis que les partis qui disposent des plus grands réseaux militants, avec beaucoup de notables locaux, pourront se

Abstention aux régionales

Source : min. de l'Intérieur. Premier tour. En %.



Au fil des élections, l'abstention augmente.

déployer davantage pour aller toucher leurs électeurs.

Quoi qu'il en soit, tout indique que le taux d'abstention va battre de nouveaux records, en particulier dans les villes et quartiers populaires où les soucis du quotidien, l'inquiétude pour l'emploi, l'avenir et la santé comptent infiniment plus que de savoir quelle équipe va gérer les transports ou les lycées pour les six prochaines années.

LA CRISE DU SYSTÈME DÉMOCRATIQUE BOURGEOIS

Quatre ans après l'arrivée de Macron à l'Élysée, alors que les crises, politique, économique ou sanitaire, s'enchaînent, la scène politique française reste instable, la nouvelle alternance incertaine et la démocratie bourgeoise en crise.

L'élection présidentielle de 2017 avait vu la fin de l'alternance droite-gauche et l'apparition d'un nouveau parti, LREM, avec la perspective d'une nouvelle alternance, entre LREM et le FN (rebaptisé RN en 2018), entre Macron et Le Pen. Scrutin après scrutin, le poids électoral du RN a progressé, alors même qu'il reste écarté de toute alliance électorale par les autres partis. La possibilité et les conditions de son accession à la tête d'un exécutif régional, et surtout à la tête de l'appareil d'État, hantent tous les politiciens et sont l'un des enjeux des élections en vue. Un sondage Louis Harris, créditant Marine Le Pen de 48 % des voix au deuxième tour de la présidentielle face à Macron (elle avait obtenu 33,9 % en 2017), a donné du poids à cette hypothèse.

En 2017, Macron s'était propulsé sur les ruines du PS après la présidence Hollande, siphonnant une partie de ses électeurs et de ses cadres et réussissant à l'affaiblir durablement. Il



Pour 2022, le duel Macron-Le Pen est annoncé avec un écart réduit.

avait profité des déboires judiciaires de Fillon et des déchirements internes à la droite pour l'emporter. Dans le but de finir le travail de sape à sa droite, Macron a recruté chez LR ses deux Premiers ministres successifs et plusieurs autres ministres de poids, dont Bruno Le Maire à l'Économie et Gérard Darmanin à l'Intérieur. Et sur tous les sujets il mène la politique de la droite. Les élections européennes de juin 2019 ont confirmé l'affaiblissement de LR, ce parti passant de 21 % en 2014 (sous l'étiquette UMP) à 8,5 % en 2019.

Pour autant, les difficultés de Macron au pouvoir, le rejet de sa politique exprimé notamment par la crise des gilets jaunes, l'ont empêché d'écarter durablement LR en siphonnant une majorité de ses cadres et de ses notables. Les élections municipales ont montré que LR avait conservé des notables bien implantés dans de multiples villes petites ou moyennes. Tirillés entre ceux qui envisagent de rallier Macron dès le premier tour de la présidentielle, comme Estrosi le maire de Nice, et ceux pour qui un tel choix serait un « suicide politique », selon les mots de Bellamy, eurodéputé LR, les ténors de la droite cherchent les moyens de revenir au pouvoir. C'est un enjeu crucial des élections régionales pour les notables de ce parti, écartés depuis 2012 et la défaite de Sarkozy, des salons

dorés des ministères et surtout du pouvoir central de l'État bourgeois.

Quant à LREM, qui n'a ni implantation locale ni militants susceptibles de mener une campagne de terrain, et qui doit en outre porter le bilan de la politique de Macron, les élections régionales ne peuvent être pour lui qu'un sale moment à dépasser au plus vite pour se consacrer à la campagne présidentielle.

L'autre force politique qui tente de prospérer sur les décombres de la gauche, la droitisation de Macron, la déception engendrée par ses revirements sur le terrain de l'écologie et surtout sur l'inquiétude légitime engendrée par les menaces climatiques ou les catastrophes industrielles ou environnementales à répétition, est Europe écologie – Les Verts (EELV). Tout aussi arrivistes, cyniques et manœuvriers que les autres politiciens, leurs porte-paroles cherchent à profiter de leur bon résultat aux dernières européennes (13,5 % pour EELV et 17,4 % si on ajoute les diverses listes se plaçant sur le terrain de l'écologie) pour s'imposer. Cela conduit EELV à revendiquer partout la tête de liste aux régionales comme préalable à une alliance avec les partis de gauche. Ils l'ont obtenue dans les Hauts-de-France, où les partis de gauche s'étaient suicidés en 2015 en appelant à voter Xavier Bertrand sous prétexte

d'écarter Marine Le Pen. Mais, presque partout ailleurs, ils se heurtent aux ambitions tout aussi aiguës des personnalités du PS, de LFI ou du PCF. Cette rivalité entre EELV, PS, LFI, PCF s'exprime aussi à travers les annonces de candidature pour la présidentielle de Jadot, Mélenchon, Roussel, les ténors du PS attendant visiblement les élections régionales pour se positionner.

Si diverses personnalités de gauche déplorent ces divisions, qualifiées de suicidaires ou d'irresponsables, et appellent à l'unité, que ce soit pour les régionales ou la présidentielle, les travailleurs n'ont pas à s'en lamenter... pas plus qu'à s'en réjouir. Quelles que soient les combinaisons qui sortiront, région par région, de leurs tractations politiciennes, aucun de ces partis ne représente de près ou de loin leurs intérêts. Ils ont tous gouverné ensemble, à de multiples reprises. À ce titre, ils sont directement responsables de la démoralisation et de l'écœurement des classes populaires. En distillant le poison du protectionnisme et de l'intérêt national, en remplaçant les valeurs de la lutte de classe par celles de la République, ils ont fait perdre toute boussole et toute conscience de classe aux travailleurs, ouvrant un boulevard à l'extrême droite et aux divers communautarismes.

POUR MACRON, UNE FUITE EN AVANT RÉACTIONNAIRE

Depuis son arrivée au pouvoir, Macron a voulu faire du RN son principal opposant. « Vous n'avez qu'un opposant sur le terrain: c'est le Rassemblement national. Il faut confirmer cette opposition », avait lancé Macron aux parlementaires LREM en septembre 2019. C'était une façon de conforter la nouvelle alternance et de chercher à refaire le duo du deuxième tour de 2017 qui lui avait permis



Manifestation contre la loi sécurité globale le 21 novembre 2020 à Paris.

de l'emporter avec une grande marge. N'espérant pas gagner les voix ouvrières, estimant que l'épouvantail du RN lui permet de considérer comme acquises les voix des électeurs modérés de la petite bourgeoisie, ceux attachés à l'Union européenne, au libéralisme économique et à la mondialisation, il s'est attelé à gagner des électeurs à la droite de la droite, en faisant de la surenchère sur le terrain de la sécurité et de l'immigration.

Lois sécuritaires, loi sur le « séparatisme », campagne contre l'islamo-gauchisme, polémique sur le prétendu racisme antiblancs de l'Unef: tous les thèmes chers au RN ont été repris par Macron et ses ministres. Les attentats, dont l'assassinat de Samuel Paty à proximité du collège où il enseignait, ont été utilisés pour stigmatiser les musulmans

en général et pour justifier le vote d'une nouvelle loi. Fidèle à son rôle de premier flic de France, Darmanin n'a raté aucune occasion pour dénoncer « l'ensauvagement de la société » et pour flatter les policiers, même quand ils étaient pris en flagrant délit de bavure, comme ceux qui ont passé à tabac à Paris le producteur noir Michel Zecler en novembre dernier. La loi sur la sécurité globale était d'abord destinée à empêcher la presse et la population de filmer et rendre publics les agissements de la police. Quant à Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ou Frédérique Vidal, sa collègue à l'enseignement supérieur, ils sont partis en guerre contre les intellectuels, les chercheurs ou les syndicalistes étudiants qui dénoncent le racisme et les discriminations de toutes sortes. En les accusant d'islamo-gauchisme, une formule forgée de toutes pièces, ils les accusent de complaisance avec les terroristes. Blanquer et Le Pen ont eu presque les mêmes mots pour dénoncer Mélanie Luce, présidente de l'Unef, ou la socialiste Audrey Pulvar, expliquant pourquoi elles comprenaient que des personnes s'estimant victimes de discriminations racistes puissent organiser des réunions dites en non-mixité raciale, c'est-à-dire sans Blancs. Blanquer a parlé de « dérives fascistes » et Le Pen



Frédérique Vidal a lancé une campagne contre les prétendus islamo-gauchistes à l'université.

a dénoncé « l'escalade raciste de la part d'une partie de l'extrême gauche ». L'un et l'autre ont demandé, sans rire, que les deux femmes soient poursuivies « pour incitation à la haine raciale ».

Lors du débat du 11 février sur France 2, entre Darmanin et Le Pen, autour de la loi « séparatisme », la convergence entre le RN et les macronistes était frappante. Ce soir-là, Darmanin a même pu lancer à Le Pen qu'elle dénonçait l'islam avec trop de mollesse !

LE RECENTRAGE DU RN

Il faut dire que, pendant que Macron droitise son langage pour draguer les électeurs du RN, Marine le Pen, elle, multiplie les gestes et les annonces pour recentrer le programme de son parti et le rendre acceptable à une large fraction de la petite bourgeoisie possédante. Sa posture de parti antisystème étant reconnue, les voix d'une fraction importante des classes populaires écœurées par les trahisons de la gauche et sa servilité devant le grand patronat lui semblant acquises, elle vise désormais les électeurs plus modérés de la droite traditionnelle, les cadres supérieurs et



1 Dépêche AFP, 23 mars 2021.
2 Cité par *Le Monde*, 26 février 2021.



Les positions du RN sur l'euro n'ont cessé d'évoluer.

les professions libérales.

Comme l'a formulé Philippe Olivier, beau-frère de Marine Le Pen et l'un des artisans de ce recentrage du RN: «Après la dédramatisation, la présidentialisaiton». Ce recentrage prend de multiples formes. À plusieurs reprises ces dernières semaines, Marine Le Pen a déclaré qu'elle était pour le remboursement de la dette, car «il faut éviter la perte de confiance dans la parole de la France» et «éviter une augmentation des taux d'intérêt»¹. Reprenant l'adage (mensonger!) selon lequel «Qui paie ses dettes s'enrichit», elle cherche à rassurer la petite bourgeoisie, en particulier les retraités disposant d'une épargne et inquiets du risque d'inflation ou d'une instabilité monétaire. Elle veut leur prouver qu'elle gouvernera sagement sur le terrain économique.

Dans la même veine, elle a changé son fusil d'épaule à propos de l'Europe et de l'euro. Finie la sortie de l'euro que le RN promouvait encore en 2017. Comme le formule Jordan Bardella: «Nous avons effectué un certain nombre d'évolutions. En 2017, il s'agissait de manière franche, assumée, nette, de rompre avec l'Union européenne, de rompre avec l'euro. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.»² Même l'espace Schengen

et la libre circulation en Europe ne seraient pas remis en cause si le RN accédait au pouvoir. Bardella veut simplement la limiter «aux nationaux des pays de l'Union européenne». La libre circulation étant déjà largement virtuelle, suspendue unilatéralement dès qu'un pays décrète un état d'urgence pour cause de terrorisme ou de pandémie, les contrôles étant redevvenus quasi systématiques, sinon aux frontières, du moins aux péages autoroutiers voisins, ce genre de déclaration n'engage même pas le RN.

Aux régionales, le RN a investi plusieurs têtes de liste qui ne sont pas adhérents. Des notables de droite, Thierry Mariani en région PACA, Jean-Paul Garraud en Occitanie, Hervé Juvin en Pays de la Loire, susceptibles d'entraîner des électeurs de LR, ont été souvent préférés à des jeunes cadres apparaissant trop marqués à l'extrême droite, comme Julien Sanchez, maire de Beaucaire. Des porte-paroles médiatisés du RN seront également têtes de liste: Jordan Bardella, Sébastien Chenu ou Julien Odoul. Habités des plateaux téléés des chaînes d'infos en continu, ces représentants du RN y apparaissent souvent comme des modérés à côté de journalistes du style Éric Zemmour, Pascal Praud ou Élisabeth Lévy! De la

même façon, à côté de Trump qui vient de diriger les États-Unis pendant quatre ans, Marine Le Pen apparaît elle aussi très modérée.

Il serait oiseux de discuter pour savoir si ce recentrage n'est qu'une tactique démagogique, s'il sera durable et survivra à une éventuelle arrivée au pouvoir du RN. Tous les politiciens bourgeois sont des démagogues, sur un terrain ou sur un autre, pour appâter les électeurs et accéder à la mangeoire. Au pouvoir, ils mènent la politique exigée par la bourgeoisie. Ce serait le cas du RN comme cela l'a été du PS. Quant à la xénophobie et au racisme, il y a belle lurette qu'ils ne sont plus l'apanage du RN, toute la politique actuelle de Macron le prouve. Que cette démagogie réactionnaire soit portée au jour le jour par Le Pen, Darmanin, Blanquer ou Macron, elle fait déjà des dégâts. Sans que le RN soit au pouvoir, une fraction de la police se sent autorisée à tabasser des migrants, des Noirs et des Arabes ; des groupes d'extrême droite identitaire traquent les migrants dans les Alpes et attaquent des locaux ou des librairies militantes. Leur dissolution administrative ne change rien ni à leur progression ni à leurs capacités de nuisance, comme la dernière action de Génération identitaire l'a montré à Lyon.

Le recentrage du RN n'a pas que des partisans à l'intérieur de ce parti. Des cadres hostiles à cette évolution l'ont d'ailleurs quitté, à commencer par Marion Maréchal ou Florian Philippot, parti dès septembre 2017 et qui dénonce aujourd'hui « la soumission du RN sur tous les sujets : ils sont maintenant pour rester dans l'UE, dans l'euro, dans l'Otan ». Ces deux-là, et bien d'autres, aujourd'hui inconnus, misent sur une voie plus droitière et se préparent à rassembler les futurs déçus

du lepénisme. Une victoire du RN en 2022 renforcerait leur mouvance et leur donnerait un nouvel espace politique. Mais c'est avant tout l'évolution de la situation sociale et économique, et les réactions qu'elle provoquera parmi les exploités, qui seront déterminantes pour enrayer cette évolution inquiétante.

PAS D'ISSUE ÉLECTORALISTE POUR LES TRAVAILLEURS DANS CE MARIGOT NAUSÉABOND

Face aux positions de plus en plus réactionnaires prises par Macron, et surtout devant le discrédit profond de celui-ci parmi les classes populaires, Mélenchon a déjà annoncé qu'il ne donnera aucune consigne de vote en cas de duel Macron-Le Pen en 2022. Certains s'émeuvent de la fin de ce front dit républicain pour « faire barrage à l'extrême droite ». Mais on a vu comment, depuis vingt ans, de front républicain en barrage à l'extrême droite, les idées défendues jadis par Jean-Marie Le Pen sont reprises aujourd'hui tous les jours par un large spectre des dirigeants politiques, jusqu'au sommet du pouvoir. Cette ficelle est aujourd'hui si usée qu'elle en devient contre-productive et qu'un Jean-Luc Mélenchon y renonce pour ne pas se fâcher avec ses électeurs.

Pour notre part, en particulier depuis 2002 et la dramatisation volontaire par la gauche de la présence au deuxième tour de Jean-Marie Le Pen, présence davantage due à l'effondrement de cette gauche alors au pouvoir qu'à la progression du FN, nous avons toujours refusé d'appeler les travailleurs à voter pour leurs ennemis sous prétexte de faire barrage à d'autres ennemis. Comme Nathalie Arthaud le formulait en 2017, au soir du premier tour : « Nous ne partici-

perons à aucun front républicain réunissant des politiciens de la droite extrême filloniste avec le PS. [...] L'essentiel est de prendre conscience que, quel que soit le résultat du vote, les exploités, les retraités, les chômeurs auront un ennemi à l'Élysée. Ils ne pourront se défendre face au grand patronat qui, avec l'aide du gouvernement, s'en prendra de plus en plus violemment à leurs conditions d'existence, qu'en se retrouvant ensemble, demain, dans l'explosion sociale que la rapacité patronale finira par susciter. »

En décembre 2015, après le premier tour des élections régionales où le FN avait obtenu 6 millions de voix et était arrivé en tête dans six régions sur treize, où la gauche se retirait carrément du deuxième tour dans plusieurs régions sous prétexte de « faire barrage au FN », nous écrivions : « Gauche gouvernementale, droite ou extrême droite, elles sont toutes prêtes à s'en prendre aux immigrés, aux associations, aux libertés publiques. Celles d'entre elles qui ont une parcelle de pouvoir le font déjà. Ce n'est pas aux travailleurs conscients de choisir laquelle des cliques bourgeoises prendra les mesures contre les classes populaires. »

Les travailleurs ne doivent ni arbitrer entre les partis qui rivalisent entre eux pour accéder à la direction des affaires de la bourgeoisie, ni se désintéresser de cette période électorale. Ils doivent utiliser leur bulletin de vote pour faire entendre leurs intérêts vitaux et affirmer leur conviction qu'ils sont les seuls capables de diriger la société dans l'intérêt collectif. La période actuelle, marquée par la pandémie, les réponses chaotiques qu'y apportent les gouvernements, montrent que la classe des travailleurs est celle qui fait fonctionner au quotidien la société.

31 mars 2021

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Brochures et livres



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Toujours militante

Arlette Laguiller

13,50 €, e-book : 6,75 €



Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois

15 €, e-book : 7,50 €



Une industrialisation à pas de tortue

France 1789-1914

de Alain Lecaie

Collection Éclairage n° 19

8,20 €, e-book : 4,10 €

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/ CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871

(n° 166, 20 mars 2020)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines

(n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme

(n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis : après des élections en temps de crise

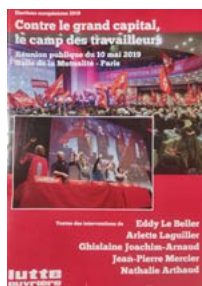
(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie : révolte contre le système politique et aspirations sociales

(n° 161, 18 octobre 2019)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs

Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019. 1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers

Publié à l'occasion du cinquantenaire de la grève générale de 1968. 544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



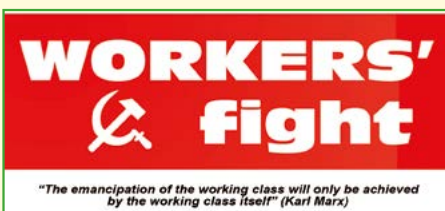
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net

